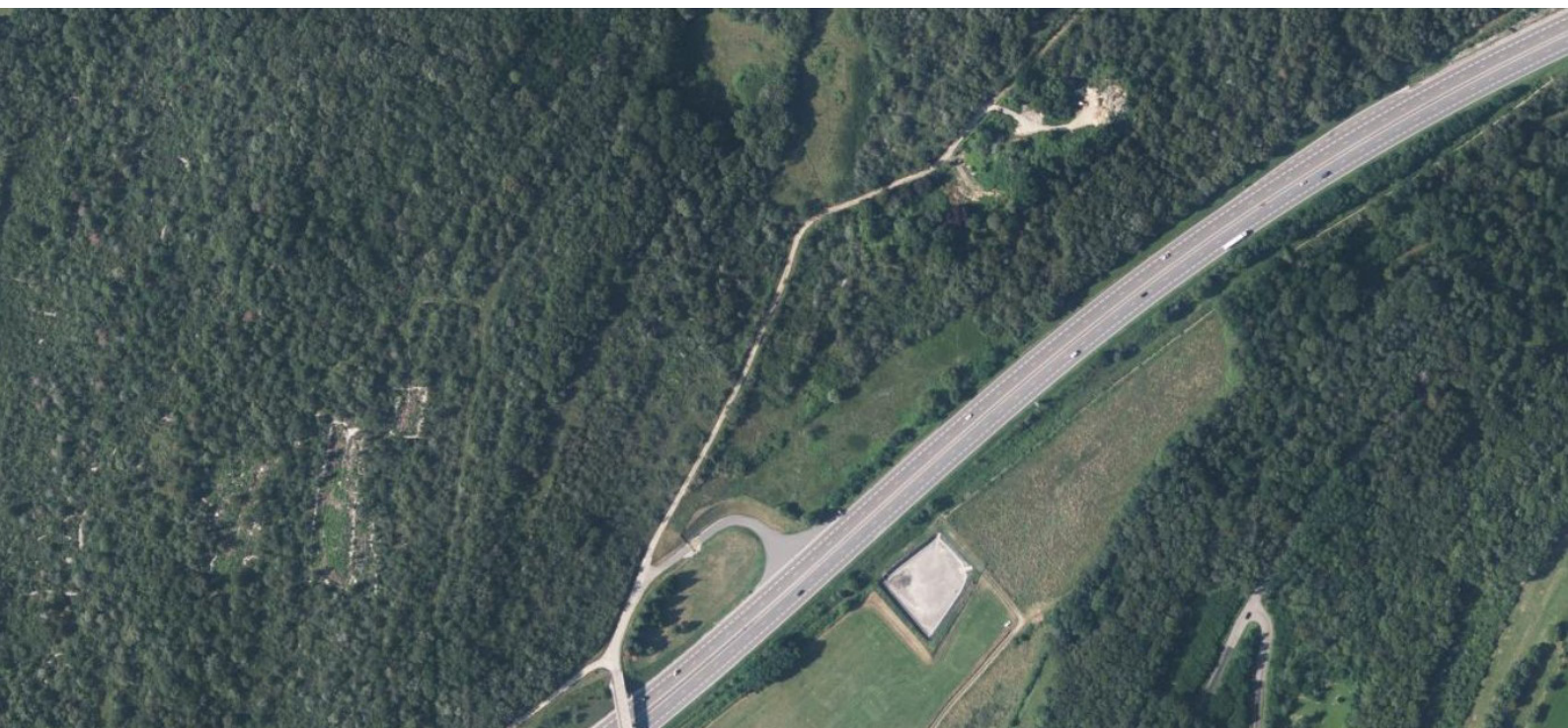


DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ

RELATIVE À LA CRÉATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AUX
LIEUX-DITS "AUX COMBES" ET "SUR AUTACHET"



DOSSIER POUR CONSULTATIONS ET ENQUÊTE PUBLIQUE



COMPLÉMENT AU RAPPORT DE PRÉSENTATION

**RAPPORT ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE
ET RÉSUMÉ NON-TECHNIQUE**



Commune de Poncin - 01

CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE AU SOL

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE de la Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité

« La Cochette »

Lieux-dits « Aux Combes », « Sur les Combes » et « Sur Autachet »



Rn 25.148
Avril 2025

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

DECLARATION DE PROJET IMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE

Référence Dossier : Rn°25.148

Pétitionnaire : Commune de Poncin -Ain

Approbations

Rôle	Nom - Fonction	Visa
Rédacteur(s)	L. CRESSOL	X
Vérificateur(s)	G. BURON	X
Approbateur		

Dernière mise à jour

Indice	Date	Evolution
V1	16/12/2024	1ère Version provisoire
V2	Avril 2025	Version définitive

SOMMAIRE

1 - PRESENTATION GENERALE DU PROJET	5
1.1 - OBJECTIF GENERAL	5
1.2 - CONTENU DE LA MODIFICATION DU PLU	6
1.2.1 - Plan de zonage en vigueur et site d'implantation du projet.....	6
1.2.2 - Plan de zonage du PLU après la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité.....	6
2 - ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES OU DOCUMENTS DE PLANIFICATION	8
2.1 - ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES OU DOCUMENTS DE PLANIFICATION	8
2.1.1 - Directive territoriale d'aménagement	8
2.1.2 - Schéma de cohérence territoriale	8
2.1.3 - Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.....	9
2.1.4 - Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.....	13
2.1.5 - Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires	14
2.1.6 - Plan de prévention des risques	15
2.1.7 - Gestion des déchets	15
2.2 - AUTRES DOCUMENTS ET TEXTES CADRES DE L'URBANISME LOCAL.....	15
3 - ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	16
3.1 - SERVITUDE ET CONTRAINTES	16
3.2 - SOL ET SOUS-SOL	17
3.2.1 - Sols.....	18
3.2.2 - Sous-sols	18
3.3 - EAUX SUPERFICIELLES ET EAUX SOUTERRAINES	18
3.3.1 - Eaux superficielles : fonctionnement et qualité.....	18
3.3.2 - Eaux souterraines	19
3.4 - MILIEU NATUREL	20
3.4.1 - Espaces naturels et Natura 2000.....	20
3.4.2 - Habitats naturels	20
3.4.3 - Flore.....	20
3.4.4 - Faune	20
3.4.5 - Synthèse des enjeux écologiques.....	21
3.5 - SITES ET PAYSAGE	22
3.5.1 - Paysages intentionnalisés et monuments historiques.....	22
3.5.2 - Contexte paysager	22
3.5.3 - Enjeux liés à la perception visuelle	22
3.6 - MILIEU HUMAIN	22
3.6.1 - Commodité du voisinage (bruit, poussières, vibration...)	22
3.6.2 - Population et habitats	23

3.6.3 - Activités économiques et occupation du sol	23
3.6.4 - Patrimoine et tourisme	24
3.6.5 - Réseau de transport	25
3.6.6 - Fréquentation du site.....	25
3.7 - DESCRIPTION DE L'ÉVOLUTION PROBABLE DU SITE EN L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	25
3.7.1 - Scénarii d'évolution de l'environnement possible.....	25
3.7.2 - Evolution du milieu physique	25
3.7.3 - Evolution du milieu naturel.....	25
3.7.4 - Evolution du milieu paysager.....	25
3.7.5 - Evolution du milieu humain	25
4 - SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ET MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJETS A ÉTÉ RETENU ...	26
4.1.1 - Étude des solutions de substitution raisonnables	26
4.1.2 - Motifs pour lesquels le projet a été retenu.....	26
5 - INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PRISES POUR EVITER, REDUIRE VOIRE COMPENSER CES INCIDENCES	28
5.1 - INCIDENCES BRUTES, MESURES ET INCIDENCES RESIDUELLES SUR LES SOLS ET SOUS-SOLS.....	28
5.2 - INCIDENCES BRUTES, MESURES ET INCIDENCES RESIDUELLES SUR LES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES	29
5.3 - INCIDENCES BRUTES, MESURES ET INCIDENCES RESIDUELLES SUR LE MILIEU NATUREL	30
5.4 - INCIDENCES BRUTES, MESURES ET INCIDENCES RESIDUELLES SUR LE PAYSAGE	31
5.5 - INCIDENCES SUR LE MILIEU HUMAIN.....	32
5.5.1 - Précisions sur les incidences sur la commodité du voisinage.....	32
5.5.2 - Précisions sur les incidences sur les émissions de gaz à effet de serre	32
5.5.3 - Synthèse des incidences brutes, des mesures et des incidences résiduelles	33
5.6 - INCIDENCES CUMULEES	36
6 - CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI DES INCIDENCES	37
7 - MÉTHODOLOGIES UTILISÉE POUR L'ÉTABLISSEMENT DE CE RAPPORT.....	38
7.1 - MÉTHODES UTILISÉES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT INITIAL DES DIFFÉRENTS THÈMES	38
7.2 - MÉTHODE D'ÉVALUATION DES IMPACTS.....	38
7.3 - AUTEURS DES ÉTUDES GÉNÉRALES ET TECHNIQUES.....	39
8 - RÉSUMÉ NON TECHNIQUE.....	40

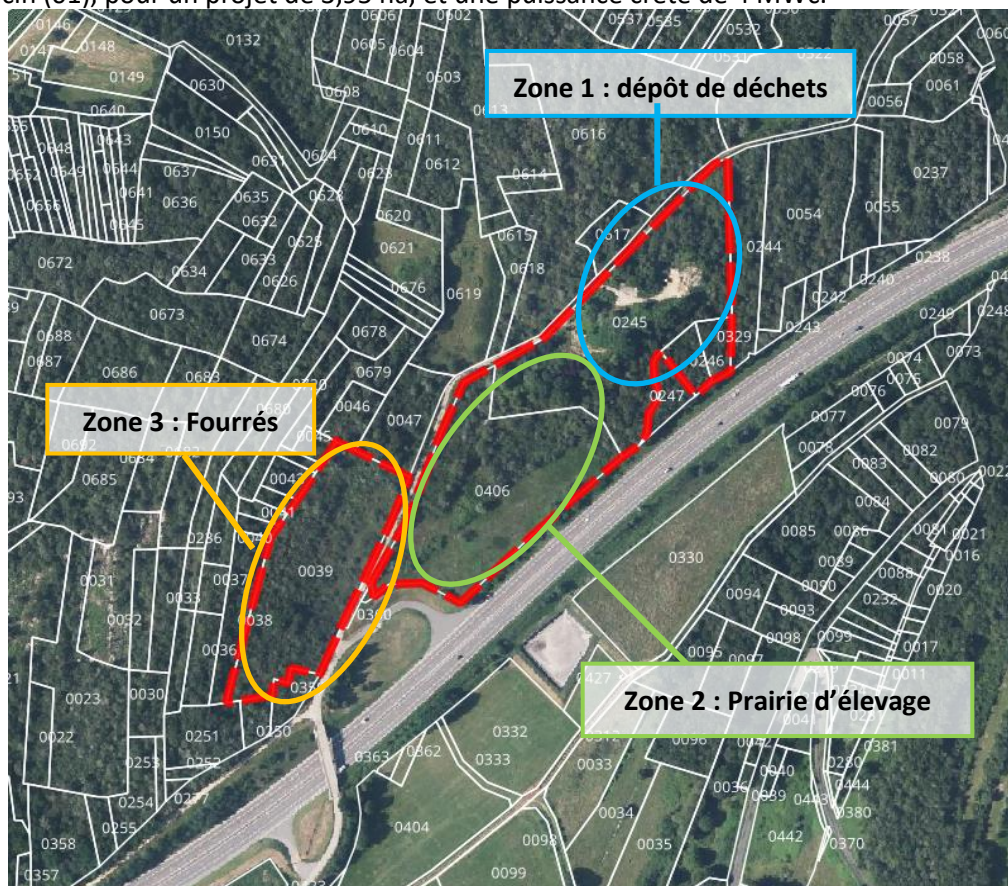
1 - PRESENTATION GENERALE DU PROJET

1.1 - OBJECTIF GENERAL

Le présent document est l'évaluation environnementale de la procédure de déclaration de projet n°1 relative à la création d'une centrale photovoltaïque aux lieux-dits « Aux Combes », « Sur les Combes » et « Sur Autachet » emportant mise en compatibilité du PLU de Poncin. Cette procédure a été prescrite par arrêté du Maire en date du 19 décembre 2023. Cette évaluation environnementale complète la notice de présentation, et rend compte de la démarche environnementale. Le dossier de procédure comprend également les pièces du PLU faisant l'objet de modifications au titre de la mise en compatibilité : PADD modifié, règlement graphique du PU modifié, règlement écrit du PLU modifié.

À ce jour, le PLU de la commune de Poncin du 25 juin 2013 et approuvé après modification le 17 décembre 2018, classe une partie du secteur concerné par le projet en zone Nd « zone de dépôt de déchet » (zone 2), une autre partie en zone A (Agricole) (zone 3), et en zone N (Naturelle) où se trouve une décharge (zone 1). D'après le PLU de Poncin, « dans le secteur Nd, toute construction est interdite ». Pourtant, cette zone correspond pour partie à un secteur inscrit au RPG 2022 comme *Prairie permanente* et RPG 2023 comme *Prairie de 6 ans ou plus*. De plus, la zone correspondant actuellement à la zone de stockage de déchets verts est donc référencée au PLU en zone N. Ainsi, une mise en compatibilité est nécessaire pour permettre la réalisation du projet.

La société Forces Motrices du Gelon souhaite développer une centrale photovoltaïque au sol située à « La Cochette », lieux-dits « Aux Combes », « Sur les Combes » et « Sur Autachet » dans la commune de Poncin (01), pour un projet de 3,95 ha, et une puissance crête de 4 MWc.

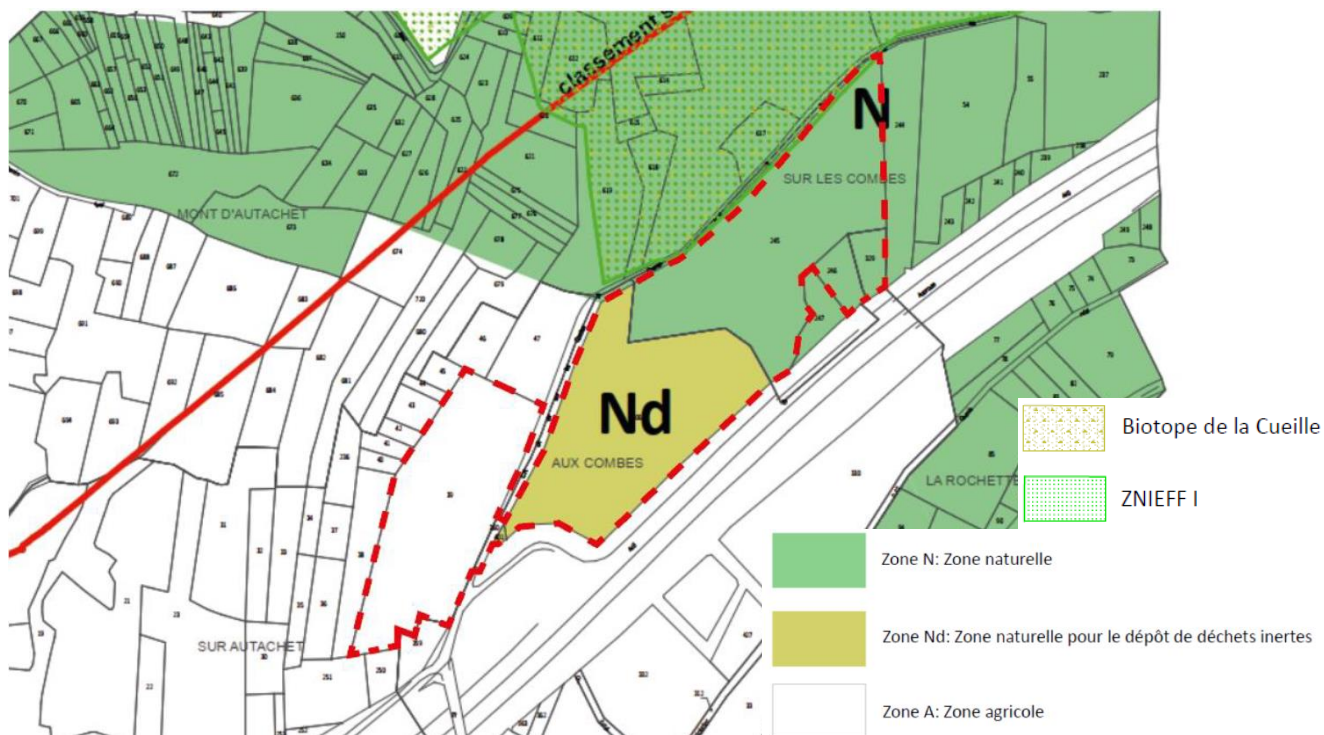


Localisation du projet sur fond cadastral et répartition des zones 1 à 3

1.2 - CONTENU DE LA MODIFICATION DU PLU

Suite aux concertations avec les différentes parties prenantes, l'évolution du plan de zonage et des prescriptions graphiques est la suivante pour rappel :

1.2.1 - Plan de zonage en vigueur et site d'implantation du projet



Plan de zonage en vigueur du PLU de Poncin et site d'implantation du projet,
avant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

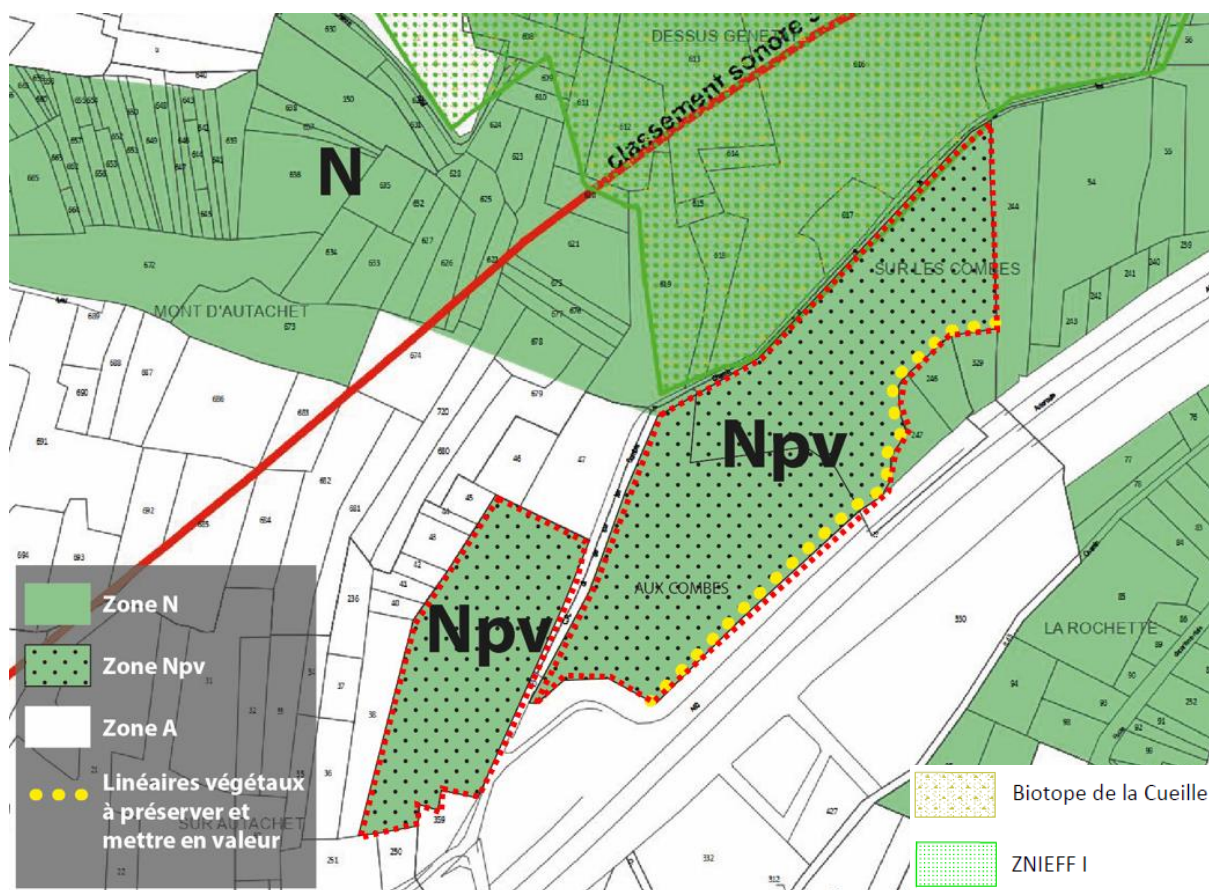
Le sous-secteur Npv créé présente une surface de 5,26 hectares et sa traduction réglementaire est détaillée dans la Notice de présentation-2BR.

1.2.2 - Plan de zonage du PLU après la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité

Les évolutions du plan de zonage concernant la création d'un sous-secteur Npv admettant les installations photovoltaïques au sein du secteur N existant (zone naturelle), sans modification des limites extérieures de ce secteur. La mise en compatibilité est sans effet substantiel sur la répartition des zones au sein du PLU, seule une partie infime des zones agricole et naturelle pure étant réduite (respectivement de - 0,17% et - 0,23%), sans pour autant à terme que l'usage agricole d'une partie du terrain ne soit remis en cause. Le sous-secteur Npv représente désormais 0,26% de l'ensemble des zones naturelles de la commune et l'ensemble des zones naturelles progresse de 0,17%.

Une prescription graphique de préservation et de mise en valeur des linéaires végétaux est également ajoutée au nouveau plan de zonage le long de la limite Sud du site afin de former une bande tampon végétalisée entre la centrale et l'autoroute.

Le détail des surfaces concernées est présenté dans la Notice de présentation-2BR.



Plan de zonage en vigueur du PLU de Poncin, **après** la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

Les objectifs et le contenu plus détaillé de la présente déclaration de projet sont présentés dans la notice de présentation.

2 - ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES OU DOCUMENTS DE PLANIFICATION

2.1 - ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES OU DOCUMENTS DE PLANIFICATION

2.1.1 - Directive territoriale d'aménagement

La commune de Poncin n'est soumise à aucune Directive Territoriale d'Aménagement (DTA). La plus proche est la Directive Territoriale d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise, dont le périmètre comprend 4 départements : le Rhône, l'Ain, l'Isère et la Loire.

La modification du PLU ne va à l'encontre d'aucune DTA.

2.1.2 - Schéma de cohérence territoriale

La commune de Poncin est incluse dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) BUCOPA (Bugey – Côtière – Plaine de l'Ain) approuvé le 22 novembre 2002. Une première révision du SCoT BUCOPA a été approuvée en date du 26 janvier 2017. Le territoire du BUCOPA est situé dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, au carrefour des milieux humides de la Dombes, de la plaine alluviale de l'Ain, de la vallée du Rhône jusqu'aux montagnes du Bugey. Il couvre un territoire de 82 communes et concerne 136 500 habitants, soit 22% de la population de l'Ain.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable définit une stratégie d'aménagement de l'espace et un projet politique pour le territoire du BUCOPA. Le Document d'Orientations et d'Objectifs est le seul document opérationnel et opposable du SCoT. Il traduit le PADD en orientations stratégiques et en objectifs chiffrés. Le DOO se présente en trois grandes parties associées à 11 objectifs généraux. L'atlas cartographique associé permet de situer le projet vis-à-vis des enjeux identifiés.

Axe 1 : Valoriser la diversité et la lisibilité du territoire

D'après l'atlas cartographique, le projet s'implante dans un corridor écologique et hors d'un réservoir de biodiversité. Toutefois, l'autoroute constitue un obstacle important aux déplacements de la faune.

Axe 2 : Développer un tissu résidentiel attractif et adapté aux défis du XXI^e siècle

La commune de Poncin ne constitue pas un pôle dynamique du département. Elle doit maintenir son niveau de croissance grâce au maintien des services de proximité. L'autoroute A40 située en bordure immédiate du site permet de développer le tourisme local au sein de la commune.

Axe 3 : Renforcer le poids économique du BUCOPA et valoriser les savoir-faire et l'innovation à travers le schéma d'aménagement économique

Le projet est concerné par l'objectif 3.3.2 : Relever le défi du changement climatique en matière de gestion énergétique et de production d'énergies renouvelables. Le Document d'Orientations et d'Objectifs précise pour l'énergie solaire :

- Les unités de production photovoltaïques sont interdites sur l'espace productif agricole ;
- Elles peuvent être réalisées dans des espaces de friches totalement ou partiellement imperméabilisées n'ayant pas vocation à retourner à l'agriculture ;
- En revanche, l'installation des panneaux photovoltaïques sera encouragée sur les toits des bâtiments agricoles.

Le projet de centrale solaire s'implantant sur une zone dégradée, une zone boisée et une zone de prairie (potentiel agronomique dégradé), répond à cet objectif.

La modification du PLU est compatible avec le SCoT BUCOPA. Le projet répond aux enjeux du SCoT en matière de développement des énergies renouvelables.

2.1.3 - Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le projet se trouve dans le bassin Rhône Méditerranée. Dans ce bassin le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Rhône – Méditerranée est en vigueur pour la période 2022-2027. Le SDAGE 2022-2027 a été approuvé par arrêté du 21 mars 2022. La préparation du SDAGE 2028-2033 est lancée en avec l'actualisation de l'état des lieux qui sera adopté par le comité de bassin fin 2025.

Le SDAGE dresse dans un premier temps un bilan de la mise en œuvre du SDAGE 2022-2027, il décrit l'évolution des progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs et les raisons des écarts observés. Un état des masses d'eau superficielles et souterraines a été réalisé en 2019. D'une manière générale les résultats de cet état des lieux montrent que si le pourcentage de masses d'eau en bon état écologique reste relativement stable, l'ensemble des actions menées dans le cadre des SDAGE et de leur programme de mesures se traduisent par une réelle amélioration des paramètres physico-chimiques et biologiques composant l'état des masses d'eau.

Une revue du SDAGE en vigueur est donc réalisée, afin de vérifier l'adéquation du projet avec ces objectifs et ces orientations fondamentales.

Objectifs du SDAGE par masse d'eau

Définition de la masse d'eau

La DCE a introduit la notion de masse d'eau, désignant un tronçon de cours d'eau, un lac, un étang, une portion d'eau côtière ou tout ou partie d'un ou plusieurs aquifères d'une taille suffisante, présentant des caractéristiques physiques biologiques et/ou physico-chimiques homogènes.

Objectif d'atteinte du bon état

Au sens de la DCE, l'état d'une masse d'eau est défini à partir de l'état écologique et l'état chimique pour les eaux de surface et à partir de l'état chimique et l'état quantitatif pour les eaux souterraines.

Masse d'eau souterraine

Dans l'emprise du projet, il est identifié la masse d'eau souterraine affleurante désignée par le code SDAGE FRDG149 « Calcaires et marnes jurassiques Haut Jura et Bugey – BV Ain et Rhône ». Cette ressource est identifiée à dominante sédimentaire (calcaire).

Masse d'eau superficielle	Code	Etat chimique en 2019	Objectif d'état Chimique - Echéance	Etat quantitatif en 2019	Objectif d'état quantitatif - Echéance	Justification du report d'échéance
Calcaires et marnes jurassiques Haut Jura et Bugey – BV Ain et Rhône	FRDG149	Bon	Bon état depuis 2015	Bon	Bon état depuis 2015	-

Le bon état quantitatif est atteint depuis 2015 pour la masse d'eau « Calcaires et marnes jurassiques Haut Jura et Bugey – BV Ain et Rhône ». Ce bon état doit être maintenu pour la période 2022-2027. De même, le bon état chimique est atteint depuis 2015 pour la masse d'eau « Calcaires et marnes jurassiques Haut Jura et Bugey – BV Ain et Rhône », et doit être maintenu pour la période 2022-2027.

La masse d'eau « Calcaires et marnes jurassiques Haut Jura et Bugey – BV Ain et Rhône » est concernée par le Programme de Mesures, dont les mesures sont : limiter les apports en pesticides agricoles, mettre en place des pratiques pérennes et élaborer un plan d'action sur une seule AAC.

Masses d'eau superficielles

Dans l'emprise du projet, il est identifié la masse d'eau superficielle désignée par le code SDAGE FRDR490 « L'Ain du barrage de l'Allement à la confluence avec le Suran ».

Masse d'eau superficielle	Code	Etat chimique en 2019	Objectif d'état Chimique - Echéance	Etat quantitatif en 2019	Objectif d'état quantitatif - Echéance	Justification du report d'échéance
L'Ain du barrage de l'Allement à la confluence avec le Suran	FRDG149	Bon	Bon état depuis 2015	Mauvais	Objectif moins strict : Moyen en 2027	FT

*FT : Faisabilité technique

Le bon état chimique est atteint en 2015 pour la masse d'eau « L'Ain du barrage de l'Allement à la confluence avec le Suran ». Ce bon état chimique doit être maintenu pour la période 2022-2027. Or, l'état écologique de la masse d'eau est mauvais, à cause de l'altération morphologique du cours d'eau. Les éléments de qualité concernés sont l'ichtyofaune. L'objectif d'un état écologique moyen (moins strict) est reporté pour l'année 2027 (objectif moins strict). Cette masse d'eau n'est pas concernée par le Programme de Mesures.

Les orientations fondamentales du SDAGE 2022-2027

Orientations fondamentales	Compatibilité du projet
<i>Orientation n°0 : S'adapter au changement climatique</i>	
0-01. Agir au plus vite et plus fort face au changement climatique	La nature même du projet permet de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de développer les énergies renouvelables, face au changement climatique.
0-02. Développer la prospective pour anticiper le changement climatique	
0-03. Eclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique	
0-04. Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces	
<i>Orientation n°1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité</i>	
1-01. Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui sous-tendent une politique de prévention	Ces orientations intègrent des dispositions s'appliquant de fait au projet (prévention, doctrine ERC, implications des acteurs institutionnels...).
1-02. Développer les analyses prospectives dans les documents de planification	
1-03. Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention	
1-04. Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale	
1-05. Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention	
1-06. Systématiser la prise en compte de la prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques	
1-07. Prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche	
<i>Orientation n°2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques</i>	
2-01. Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence « éviter - réduire-compenser »	Le projet a fait l'objet d'une étude d'impact appliquant la doctrine ERC. Parallèlement à l'évaluation des impacts et à la proposition de mesures, un suivi des impacts prévisibles et un suivi de la bonne application des mesures sont prévus. Le projet ne participe pas à la dégradation des milieux aquatiques.
2-02. Evaluer et suivre les impacts des projets	
2-03. Contribuer à la mise en œuvre du principe de non dégradation via les SAGE et les contrats de milieu et de bassin versant	
2-04. Sensibiliser les maîtres d'ouvrages en amont des procédures réglementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte	
<i>Orientation n°3 : Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau</i>	
3A. Mieux connaître et mieux appréhender les impacts sociaux et économiques	Ces orientations ne s'appliquent pas spécifiquement au projet.
3B. Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur	
3C. Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau	
<i>Orientation n°4 : Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux</i>	
4A. Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau	Ces orientations ne s'appliquent pas spécifiquement au projet.
4B. Structurer la maîtrise d'ouvrage à une échelle pertinente	
4C. Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau	

Orientations fondamentales	Compatibilité du projet
<i>Orientation n°5 : Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé</i>	
5A. Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	Un ensemble de mesure vise à éviter et réduire les sources de pollutions potentielles.
5A-01. Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	
5A-02. Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »	
5A-03. Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	Non concerné
5A-04. Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	Le projet va induire une imperméabilisation directe au sol limitée de l'ordre de 539 m ² en raison de sa nature et de ses caractéristiques, le projet n'est pas un projet d'aménagement urbain et ne participe pas à l'artificialisation des sols.
5A-05. Adapter les dispositifs en milieu rural en confortant les services d'assistance technique	Non concerné
5A-06. Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE	Non concerné
5A-07. Réduire les pollutions en milieu marin	Non concerné
5B. Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	Non concerné
5C. Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	Le projet n'est pas à l'origine de rejet industriel ou de rejet de substances dangereuses en phase d'exploitation. En phase chantier, des fuites accidentelles d'hydrocarbures (réservoir d'engins) sont possibles, mais peu probables au vu des mesures mises en place.
5D. Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	Aucune parcelle cultivée n'est concernée par le projet. La parcelle déclarée au RPG sera entretenue par pâturage.
5E. Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	Le projet présente un impact limité sur la qualité des eaux superficielles et souterraines. Un ensemble de mesures vise à éviter et réduire au maximum les sources et les conséquences de pollutions potentielles, garantissant la préservation des masses d'eau superficielles et souterraines. Le projet n'impacte aucun captage AEP.
5E-01. Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable	
5E-03. Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	
5E-06. Prévenir les risques sanitaires de pollutions accidentelles dans les territoires vulnérables	
5E-08. Réduire l'exposition des populations aux pollutions	
<i>Orientation n°6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides</i>	
6A. Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	Le projet n'impacte aucun cours d'eau, ni aucune zone humide.
6B. Préserver, restaurer et gérer les zones humides	
6C. Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	Le projet n'impacte aucune espèce aquatique.

Orientations fondamentales	Compatibilité du projet
<i>Orientation n°7 : Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir</i>	
7A. Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire	Aucun prélèvement d'eau n'est prévu par le projet.
7B. Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau	
7C. Renforcer les outils de pilotage et de suivi	
<i>Orientation n°8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques</i>	
8A. Agir sur les capacités d'écoulement	La commune de Poncin est soumise au risque d'inondation. Or, le projet n'est pas pris en compte par le zonage du PPRI de l'Ain et du Veyron. Le projet n'induit aucune modification de l'écoulement des eaux.
8B. Prendre en compte les risques torrentiels	
8C. Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	Non concerné

L'analyse des orientations et des dispositions du SDAGE 2022-2027 au regard du projet, objet de la modification du PLU de Poncin témoigne de sa compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône-Méditerranée.

2.1.4 - Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le projet est concerné par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Basse Vallée de l'Ain, approuvé le 17 mars 2003 et révisé le 25 avril 2014. Son règlement présente 12 articles dont aucun ne concerne le projet. Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques se décline en 9 thèmes, dont 3 concernent le projet, déclinés ci-dessous.

Thème 4 – La qualité des eaux souterraines : Le projet objet de la présente déclaration se situe hors périmètre de protection AEP, hors zone stratégique pour l'AEP et hors zone stratégique pour l'AEP future. Toutefois, la masse d'eau souterraine présente au sein du site est identifiée comme « ressource stratégique pour l'AEP actuel ou futur » (pas zone stratégique à préserver). Le projet présente un impact limité sur la qualité des eaux souterraines. Un ensemble de mesures vise à éviter et réduire au maximum les sources et les conséquences de pollutions potentielles (fuites accidentelles d'hydrocarbures).

Thème 5 – La qualité des eaux superficielles : Le projet présente un impact limité sur la qualité des eaux superficielles. Un ensemble de mesures vise à éviter et réduire au maximum les sources et les conséquences de pollutions potentielles (fuites accidentelles d'hydrocarbures). Le projet n'impacte aucun captage AEP.

Thème 6 – La préservation des milieux naturels et des espèces associées : Le projet n'impacte aucun cours d'eau ni aucune zone humide. Aucune espèce aquatique ne sera impactée.

La modification du Plu de Poncin est compatible avec les orientations et le règlement du SAGE de la Basse Vallée de l'Ain.

2.1.5 - Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

Le 7 août 2015, la loi Notre (loi portant nouvelle organisation territoriale de la République) précise et renforce le rôle planificateur de l'institution régionale, en créant le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires). Ce document d'orientation est chargé d'organiser la stratégie régionale à moyen et long termes (2030 et 2050) en définissant des objectifs et des règles se rapportant à onze domaines obligatoires. Pour éviter la multiplication des documents sectoriels et renforcer la lisibilité de l'action publique régionale, le SRADDET rassemble d'autres schémas et plans auxquels il se substitue, notamment le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), le Schéma Régional Climat-Air-Énergie (SRCAE) et le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le SRADDET « Ambition Territoire 2030 » a été adopté en Assemblée plénière le 19 décembre 2019 et est entré en vigueur le 10 avril 2020. Quatre objectifs généraux sont déclinés en objectifs stratégiques et en préconisations. Des règles peuvent être associées aux objectifs.

Le projet de centrale photovoltaïque est concerné par **l'objectif stratégique 3.7 : Augmenter de 54% à l'horizon 2030 la production d'énergie renouvelable en accompagnant les projets de production d'énergie renouvelable et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100% à l'horizon 2050**. Cet objectif s'est basé sur les obligations imposées par l'État et sur les hypothèses du scénario « ADEME 2050 ». Il est également concerné par **la règle n°29 « Développement des énergies renouvelables »**. Cette règle donne la priorité au développement des filières bois-énergie, méthanisation et photovoltaïque. Par ailleurs, elle insiste sur le fait que, les sites de production d'énergie renouvelable devront prendre en compte la préservation de la trame verte et bleu et du foncier. De plus, leur implantation devra être conditionnée à une intégration paysagère naturelle et harmonieuse, ainsi qu'au respect des réglementations ou préconisations liées à la protection de secteurs sensibles.

D'autres objectifs environnementaux du SRADDET concernent le projet :

- Objectif 1.6 : Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières ;
- Objectif 1.7 : Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région ;
- Objectif 4.5 : Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le Sud de la région.

Par ailleurs, le SRADDET se substitue au SREC. Selon l'atlas de la trame verte et bleue, le projet se situe dans un espace perméable et en bordure d'un réservoir de biodiversité.

La modification du PLU est compatible avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Le projet répond aux besoins attendus à l'échelle régionale.

2.1.6 - Plan de prévention des risques

Le Plan de Prévention des Risques Inondation de l'Ain et du Veyron concerne les communes de Jujurieux, Neuville-sur-Ain et Poncin, celui de Jujurieux et Neuville-sur-Ain a été approuvé le 17 mars 2020. Le projet n'est pas compris dans le zonage du PPRI, il se situe au plus proche à environ 1 km des zones à risque.

La modification du PLU est compatible avec le PPRI de l'Ain et du Veyron.

2.1.7 - Gestion des déchets

Le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets issus de Chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Ain a été approuvé le 27 juin 2016. Au vu des caractéristiques du projet et des engagements pris par le maître d'ouvrage lors du chantier, le projet de centrale photovoltaïque au sol est compatible avec le Plan départemental de prévention des déchets issus du BTP.

La modification du PLU est compatible avec la gestion des déchets du département de l'Ain.

2.2 - AUTRES DOCUMENTS ET TEXTES CADRES DE L'URBANISME LOCAL

Le PLU de Poncin dont l'approbation est antérieure au 1^{er} avril 2021 doit respecter dans un rapport de compatibilité :

- Le schéma de cohérence territoriale : cf. descriptif dans la Notice de présentation – 2BR,
- Les servitudes d'Utilité Publique : cf. descriptif dans la Notice de présentation – 2BR,
- Le plan de déplacement urbain, le cas échéant,
- Le programme local de l'habitat.

Il n'existe à cette date ni Plan Local de l'Habitat, ni Plan de Déplacement Urbain sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Rives de l'Ain – Pays de Cerdon. Le PLU doit par ailleurs prendre en compte le Plan Climat-Air-Energies territorial, qui n'est pas encore en élaboration.

3 - ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 - SERVITUDE ET CONTRAINTES

Les servitudes et contraintes suivantes ont été étudiées au regard de la zone d'implantation du projet :

- **Santé publique** : Le site n'est concerné par aucune servitude liée à des périmètres de protection des eaux de captage ZEP public et privé.
- **Code rural et Code forestier** : Une partie de la parcelle actuellement classée Nd au PLU est concernée par une zone agricole déclarée au RPG 2022 : *prairie permanente – herbe dominante (ressources fourragères absentes ou peu présentes)* et au RPG 2023 : *Prairie de 6 ans ou plus (couvert herbacé)*. La qualité agronomique des sols est faible dans cette zone, en raison de sa faible profondeur et de son aspect rocailleux / caillouteux. Aucun espace forestier n'est concerné par le projet et aucune demande d'autorisation de défrichement n'est demandée.
- **Patrimoine naturel** : Le site est localisé dans la ZNIEFF de type 2 « Revermont et Gorges de l'Ain » et dans un Plan National d'Action des Chiroptères, en bordure de l'Arrêté de Protection de Biotope des Oiseaux Rupestres et de la ZNIEFF de type 1 « Falaises de Merpuis ».
- **Patrimoine culturel et du paysage** : Aucun monument historique n'est situé dans un périmètre de 500 mètres autour du site et aucun paysage institutionnalisé ne se situe à proximité du site.
- **Voies de communication** : Le site n'est pas concerné par un Plan de Servitude Aéronautique. Il se situe en bordure immédiate de l'A40 en direction de Mâcon – Bellegarde-sur-Valserine.
- **Loi Littoral et Loi Montagne** : La commune de Poncin n'est pas soumise à l'application de ces lois.
- **Défense nationale** : Le site n'est concerné par aucune servitude au titre de la Défense Nationale.
- **Activité industrielle** : Une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) est implantée sur la commune de Poncin à environ 2,3 km au Sud-Ouest du site. Il s'agit de l'entreprise TIFLEX, fabricant d'encre et de peintures. À noter que cette même entreprise a été mise en demeure en 1992, afin de cesser tout déversement sur l'ancienne décharge située au sein de la zone d'étude.
- **Réseaux de distribution et servitudes** : Aucun réseau de distribution n'a été identifié au niveau du site. Avant toute intervention sur site, la société FMG devra faire une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les risques suivants ont été étudiés au regard de la zone d'implantation du projet :

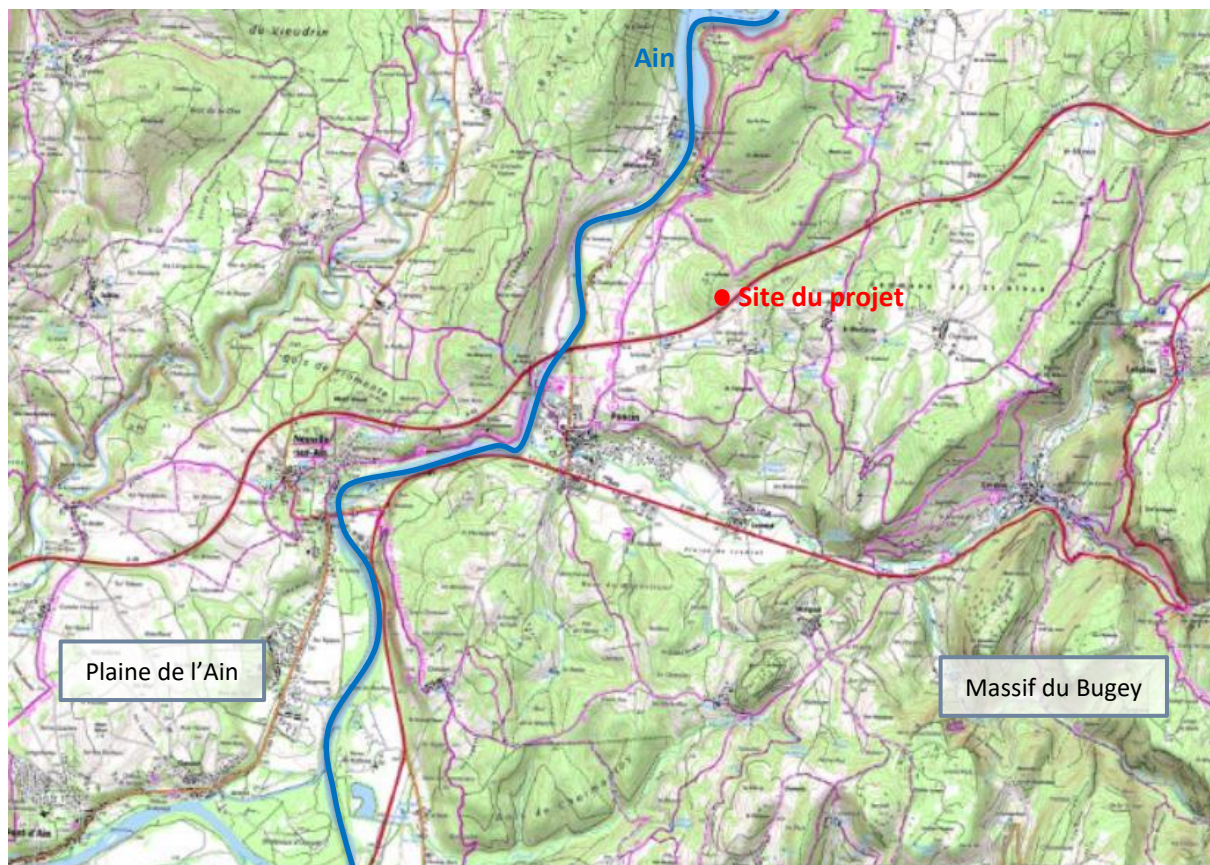
- **Inondation** : La commune de Poncin est concernée par le PPRI de l'Ain et du Veyron. Toutefois, la zone d'étude n'est pas comprise dans une zone inondable.
- **Incendie** : La zone d'étude est située en bordure de massif et de l'autoroute A40. Le site devra respecter les prescriptions du SDIS01.
- **Mouvement de terrain** : La zone d'étude est située en zone aléa faible concernant l'exposition au retrait-gonflement des argiles. Elle ne semble pas exposée au risque de mouvement de terrain.

- **Sismicité** : Le site est situé en zone de sismicité modérée.
- **Transport de marchandises dangereuses** : Ce risque peut être généré par un flux de transit au droit de l'autoroute A40 située en bordure de la zone d'étude.
- **Radon** : La commune de Poncin est concernée par un potentiel radon faible. Cette catégorie regroupe les communes situées au droit des formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles.
- **Aléa minier** : Le site n'est pas inclus dans un périmètre d'aléa minier ou de vides souterrains.
- **Rupture de barrage** : La commune de Poncin dispose d'un ouvrage hydroélectrique à environ 1,5 km de la zone d'étude. Elle est concernée par le Plan Particulier d'Intervention (PPI) du barrage d'Allement et de Coiselet.

Le site ne présente aucune contrainte ou servitude rédhitoire à la réalisation du projet de centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Poncin.

3.2 - SOL ET SOUS-SOL

La commune de Poncin est située le long de la Rivière de l'Ain, à environ une trentaine de kilomètres en amont de sa confluence avec le Rhône. La commune se situe majoritairement dans les paysages des Contreforts du Jura (Le Bugey) et dans une moindre mesure dans la Plaine de la Rivière de l'Ain. Le centre-bourg est enclavé dans la Vallée du lit de la Rivière d'Ain, alors que la zone d'étude se situe plutôt sur les hauteurs entre 360 et 390 mètres d'altitude.



Topographie générale du secteur

3.2.1 - Sols

Les sols concernés par les différentes zones du projet présentent un potentiel agronomique globalement faible à dégradé. En effet, la Zone 1 (décharge) est caractérisée par des sols pollués et dégradés qui ont été remaniés. La présence de déchets de différentes natures (gravats, terre, déchets verts, blocs de béton...) à même le sol sur cet espace de stockage communal, implique un potentiel risque de pollution locale. Concernant la Zone 2 (prairie), les sols possèdent un potentiel agronomique faible, en raison de leur faible profondeur et de leur aspect rocailleux et caillouteux. Même constat pour la Zone 3 (taillis).

3.2.2 - Sous-sols

Le site étudié se situe au niveau de trois formations géologiques : dépôts morainiques du Würm récent, faciès calcaires indifférenciés du Kimméridgien et calcaires pseudo-lithographiques de l'Oxfordien supérieur. Ces formations sont localement recouvertes par des dépôts morainiques du Würm récent et/ou des Moraines du maximum glaciaire ou stade de l'Ain. À noter que les formations calcaires du secteur peuvent être localement karstifiées (dolines).

3.3 - EAUX SUPERFICIELLES ET EAUX SOUTERRAINES

3.3.1 - Eaux superficielles : fonctionnement et qualité

Le site se trouve dans le sous-bassin versant de la « Basse Vallée de l'Ain » en Rive gauche de la Rivière d'Ain. La rivière d'Ain est caractérisée par un régime hydrologique pluvio-nival.

La zone du projet se situe sur le versant Sud-Est du massif calcaire « La Cochette ». Les eaux de ruissellement s'écoulent vers le Sud-Est, et regagnent un talweg orienté Nord-Est/Sud-Ouest, dans lequel passe l'autoroute. Au niveau du site, les eaux issues des précipitations semblent s'infiltrer préférentiellement dans le substratum calcaire.

La zone de l'ancienne décharge a été impactée par un évènement de pollution des sols dans les années 1990. La société TIFLEX implantée dans la commune de Poncin, a été prise en flagrant délit d'abandon de déchets industriels et d'incendier ces déchets sur cette zone du site. À noter que suite à cet incident, des recommandations de mise en sécurité de la décharge ont été préconisées sur le site, tels que la mise en place d'une couverture étanche, d'un collecteur en limite aval, d'un drainage amont des eaux pluviales...Le bureau DEKRA a réalisé en octobre 2024 un diagnostic de la qualité des sols. Cette étude recommande :

- D'assurer une protection adaptée des travailleurs lors des travaux d'installations des panneaux (protections respiratoires),
- De garantir le maintien du couvert végétal naturel des sols pour limiter l'envol de poussières,
- De limiter la présence de personnel sur le site aux opérations ponctuelles de maintenance ou de nettoyage des panneaux,
- De clôturer le parc afin de limiter l'exposition des cibles (humains, animaux).

Il est à noter la présence de matériaux potentiellement amiantés sur une fouille (source : rapport DEKRA d'octobre 2024). Ainsi, une attention particulière devra être portée en cas de découverte d'autres matériaux de ce type lors de l'installation de panneaux.

La masse d'eau superficielle présente à proximité du site est « L'Ain du barrage de l'Allement à la confluence avec le Suran ». D'après le SDAGE, l'état écologique de cette masse d'eau est dégradé à cause de l'altération morphologique du cours d'eau. Les éléments de qualité concernés sont l'ichtyofaune.

3.3.2 - Eaux souterraines

Caractéristiques hydrogéologiques

La Vallée de l'Ain recèle des ressources aquifères importantes essentiellement situées dans la nappe alluviale de l'Ain (dépôts alluvionnaires quaternaires). Le secteur est caractérisé par une nature géologique variée, qui conduit à distinguer plusieurs types d'aquifères :

- Les calcaires jurassiques et crétacés : aquifères importants qui communiquent avec les failles et les zones fracturées associées ;
- Les éboulis et les dépôts morainiques : ressource non négligeable par le nombre de captages exploités ;
- Les formations fluviolacustres et fluvioglaciaires : pas de ressource en eau, fond irrégulier, accidenté de verrous rocheux et/ou morainiques séparant des dépressions remplies de dépôts quaternaires ;
- Les formations alluviales post-würmiennes et récentes : plages alluviales d'extension limitée, conservées dans les parties élargies de son cours.

La masse d'eau souterraine concernée par la zone d'étude est la masse d'eau affleurante « Calcaires et marnes jurassiques Haut Hura et Bugey – BV Ain et Rhône ». Cette masse d'eau est considérée comme une « ressource stratégique pour l'AEP actuel ou futur » et comme une « zone stratégique à délimiter ». En revanche, le SDAGE ne l'identifie pas comme une zone stratégique à préserver.

Piézométrie

Aucune donnée piézométrique n'existe à l'échelle de la masse d'eau concernée, en raison du morcellement de la masse d'eau et de la karstification plus ou moins importantes selon les secteurs.

D'après la fiche de la masse d'eau, l'épaisseur de la zone non saturée est globalement comprise entre 20 et 50 mètres.

Karstification

La carte géologique fait état de plusieurs figurés karstiques dans le secteur du site du projet. Ils sont situés dans les mêmes formations géologiques que celles présentes au sein du secteur du projet. Des karsts ne sont donc pas à exclure, mais aucun karst majeur n'a été identifié.

3.4 - MILIEU NATUREL

3.4.1 - Espaces naturels et Natura 2000

Le site d'étude est compris dans la ZNIEFF de type 2 « Revermont et Gorges de l'Ain » et dans le Plan National d'Action des Chiroptères. Il se situe en bordure de l'Arrêté de Protection de Biotope des Oiseaux Rupestres et de la ZNIEFF de type 1 « Falaises de Merpuis ». Le lien de fonctionnalité entre la zone d'étude et le site Natura 2000 ZSC « Revermont et gorges de l'Ain » n° FR8201640 est restreint.

3.4.2 - Habitats naturels

Trois habitats à enjeu de conservation régional modéré à fort sont inclus dans la zone d'implantation du projet. Il s'agit des habitats de **Pelouse mésoxérophile calcicole collinéenne à Brome érigé et Anthéricum rameux**, de **Pelouse mésoxérophile calcicole collinéenne embroussaillée** et de **Prairie fauchée mésoxérophile calcicole à Gaillet jaune et Trèfle rampant**.

3.4.3 - Flore

Parmi les taxons floristiques recensés, une seule espèce floristique présente un enjeu de conservation régional modéré, mais ne possède pas de statut de protection. Il s'agit de l'espèce **Minuartia rubra**.

3.4.4 - Faune

Insectes

Une espèce de Coléoptère sans statut de protection à enjeu de conservation régional modéré, a été recensée sur la commune de Poncin. Un individu mort a été observé dans la zone du projet.

Reptiles & Amphibiens

Aucun amphibien n'a été observé.

Les inventaires reptiles ont permis d'identifier 6 espèces de Reptiles dont 3 à enjeu de conservation régional modéré et 3 à enjeu de conservation régional faible. Il s'agit de la Coronelle lisse, de la Vipère aspic et de la Couleuvre d'Esculape.

Avifaune (Oiseaux)

Lors des prospections de terrain, 47 espèces ont été recensées, dont 39 espèces protégées. Plusieurs espèces sont liées à la présence de boisements de pente bien exposés, aux milieux ouverts et aux milieux buissonnants et arbustifs au sein de la zone du projet. On note 4 espèces à enjeu de conservation régional fort et 11 espèces à enjeu de conservation régional modéré. Parmi ces espèces, on peut citer le Bouvreuil pivoine, le Chardonnet élégant, la Buse variable et le Tarier pâtre.

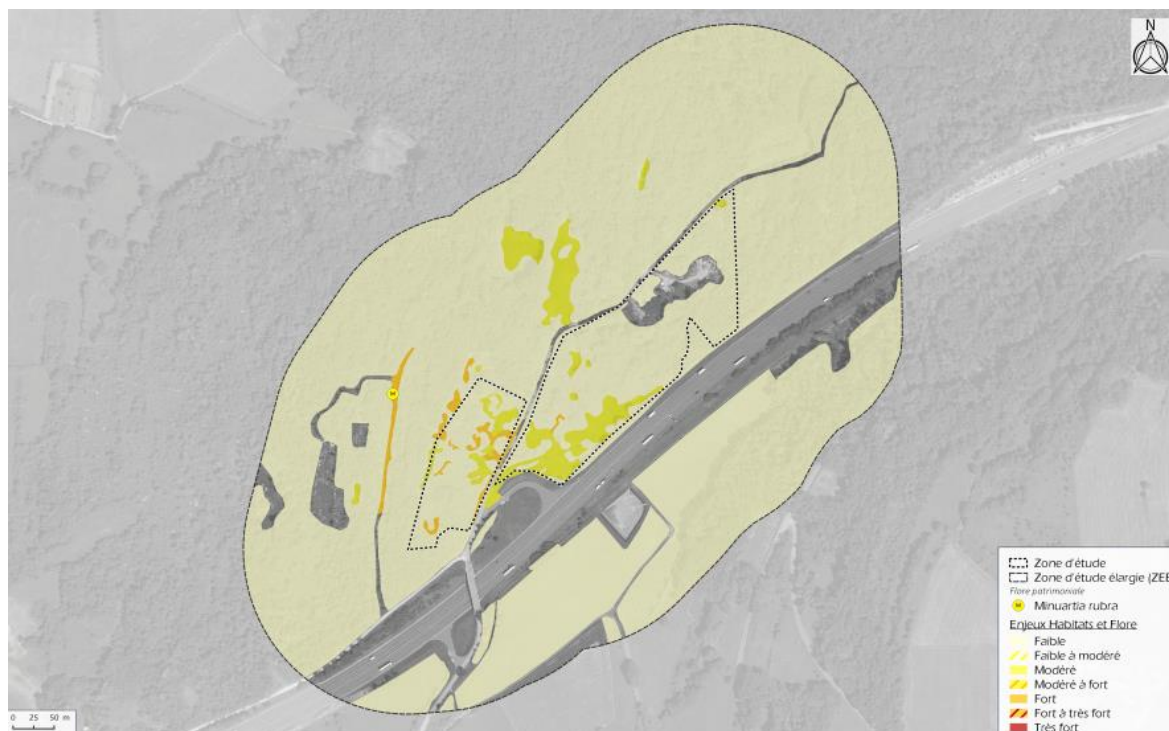
Mammifères

L'inventaire a permis de révéler la présence de 5 espèces de Mammifères dont 3 potentielles (le Lynx boréal, le Hérisson d'Europe et le Muscardin). Parmi les deux espèces attestées sur le site, le Chat forestier (protégée) et la Belette d'Europe à enjeu de conservation régional modéré.

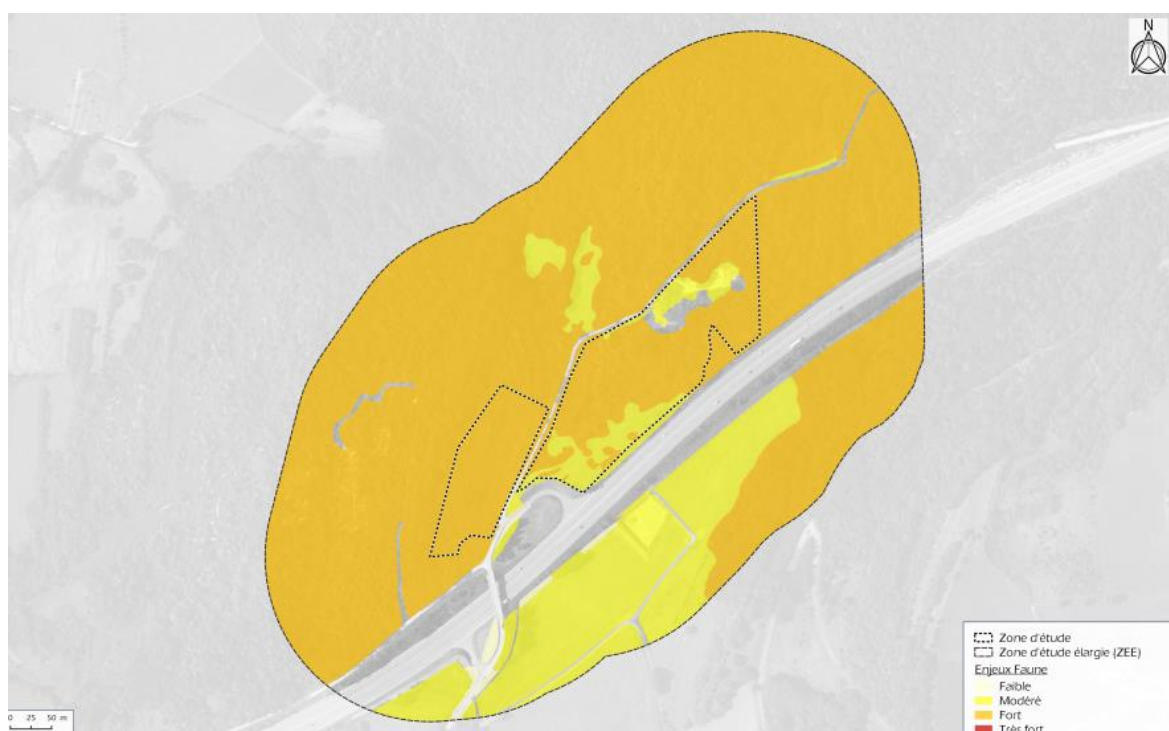
Chiroptères (Chauve-souris)

Les inventaires ont permis d'identifier 17 espèces de Chiroptères, grâce aux écoutes actives et aux stations d'enregistrement passif. Ces espèces sont toutes protégées à l'échelle nationale. Le site est composé principalement d'habitats de chasse d'espèces de milieux forestiers, ouverts et semi-ouverts. Aucun gîte de type arboricole, rupestre ou anthropique n'a été identifié au sein du site du projet.

3.4.5 - Synthèse des enjeux écologiques



Synthèse des enjeux écologiques – Habitats et Flore (MICA Environnement)



Synthèse des enjeux écologiques – Faune (MICA Environnement)

3.5 - SITES ET PAYSAGE

L'étude paysagère a été réalisée par le cabinet d'architecture paysagiste 2BR.

3.5.1 - Paysages intentionnalisés et monuments historiques

Le site d'étude n'est situé dans aucun site inscrit ou classé, ni dans le périmètre de protection d'un monument historique ou d'un site patrimonial remarquable.

3.5.2 - Contexte paysager

Le site est marqué par la proximité de l'autoroute ; également par la présence de boisement. Aucun élément touristique et /ou patrimonial n'a été identifié à proximité du site, hormis le château de Mortaray situé au sommet de la colline faisant face au projet, mais duquel il n'est pas perceptible.

3.5.3 - Enjeux liés à la perception visuelle

La notion de co-visibilité est à réserver aux monuments historiques et sites remarquables. Elle désigne deux éléments (projet et monument) mis en relation par un même regard (l'un étant visible à partir de l'autre, ou les deux pouvant être embrassés par un même regard). Le terme d'inter-visibilité s'applique au cas général de visibilité entre un projet et un élément du paysage présentant un enjeu (site patrimonial, habitation, routes, chemins de randonnée, lieu touristique, point de vue remarquable...). Le secteur d'implantation du projet est visible uniquement en perception immédiate, en raison de la topographie du secteur.

Co-visibilité

Aucune co-visibilité avec un monument historique n'a été identifiée.

Inter-visibilité

Voir la synthèse sur les incidences au paragraphe 5.4.

3.6 - MILIEU HUMAIN

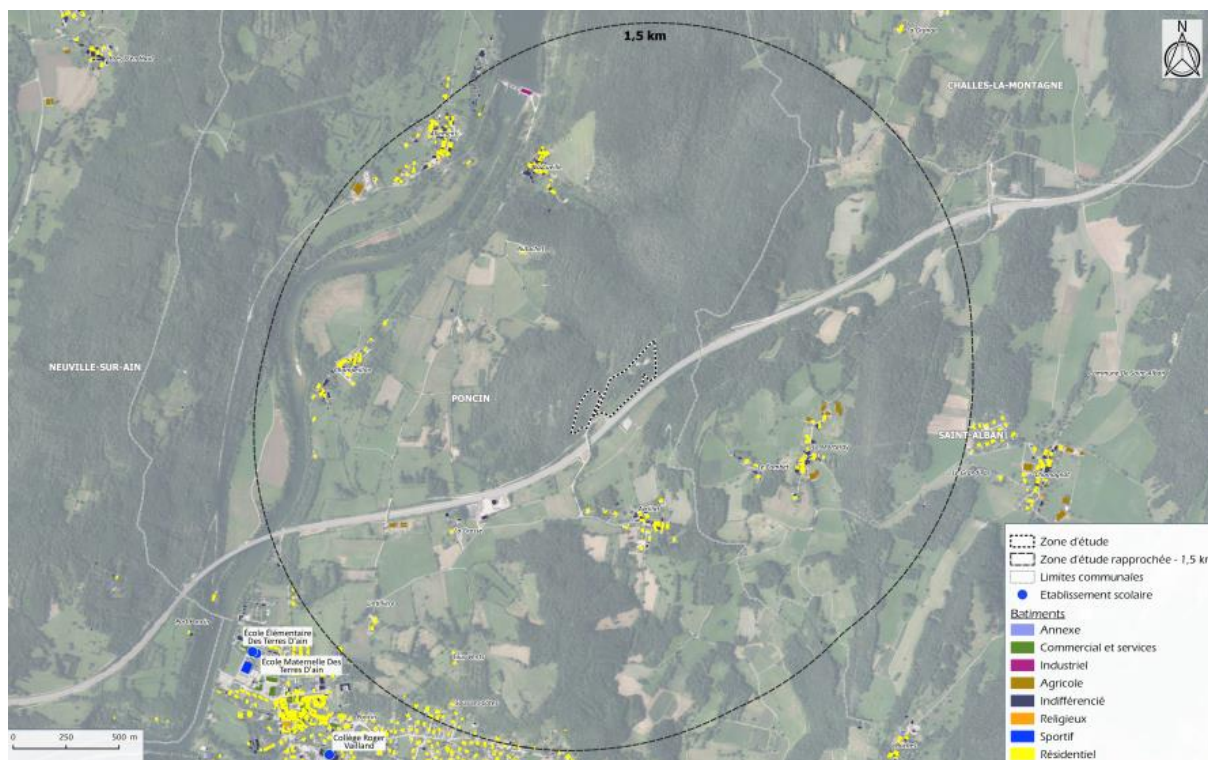
3.6.1 - Commodité du voisinage (bruit, poussières, vibration...)

Le site du projet s'inscrit dans la bande de 300 mètres liée aux nuisances sonores provenant de l'autoroute A40.

Le site ne génère aucune poussière, hormis les poussières générées de façon naturelle sur les secteurs dénudés ou faiblement couverts par la végétation et au niveau des chemins, principalement lors du passage d'engins à moteur. En l'absence d'activité anthropique marquée, le site ne génère ni vibrations, ni odeurs, ni lumières, ni chaleur, ni radiation.

3.6.2 - Population et habitats

Le projet est localisé dans une commune rurale, en bordure immédiate d'un important axe de communication et à proximité du hameau *Avrillat* (de l'autre côté de l'autoroute).



Habitations riveraines, établissements recevant une population sensible (MICA Environnement)

Les habitations les plus proches se trouvent dans le hameau *Avrillat* à environ 460 mètres au Sud du périmètre d'implantation du projet. Ainsi, dans un rayon de plus de 400 mètres autour du site, aucune habitation n'est présente.

3.6.3 - Activités économiques et occupation du sol

Le projet s'implante partiellement au droit de terres agricoles inscrites au RPG 2022 : *Prairie permanente – herbe dominante (ressources fourragères absentes ou peu présentes)* et RPG 2023 : *Prairie de 6 ans ou plus (couvert herbacé)* : cf. localisation page suivante.

Une partie de la zone du projet est occupée par une ancienne décharge, utilisée à ce jour par la commune de Poncin comme zone de stockage des déchets verts de la commune.

Aucune installation industrielle susceptible de porter atteinte à l'intégrité du projet ou susceptible, par synergie, d'augmenter un aléa particulier vis-à-vis de la sécurité du public n'est présente aux abords du projet.



Localisation de la zone du RPG 2022 et 2023 : sud de la parcelle 406

3.6.4 - Patrimoine et tourisme

L'attrait touristique de la commune de Poncin passe par le GR de Pays « Tour de la Vallée de l'Ain au Pays du Cerdon ». Ce circuit débute sur les bords de l'Ain, traverse Jujurieux et ses treize châteaux, puis visite les terroirs viticoles du Cerdon. Ce GR parcourt un large éventail de paysages sur environ 58 km. Il passe à environ 760 mètres au Nord-Ouest de la zone du projet. Une dizaine d'autres balades et découvertes des environs du secteur sont proposées au départ du centre-bourg de Poncin. Aucun sentier de randonnée ne passe en bordure immédiate du site. Il est noté qu'un chemin de randonnée inscrit aux SUP emprunte le chemin actuel entre les zones 2 et 3 du projet mais ce chemin ne semble plus faire partie des sentiers identifiés récemment au PDIPR, ce passage sera conservé.

Par ailleurs, selon l'état actuel des connaissances archéologiques, un site archéologique est présent dans l'aire d'étude définie, mais aucune dans le site du projet. D'autres non encore connus à ce jour, sont susceptibles d'exister dans cette zone. Le site ne se situe dans aucune zone de présomption de prescription archéologique.

3.6.5 - Réseau de transport

L'autoroute A40 est l'axe principal du secteur de l'étude. Elle relie la Saône-et-Loire à la Haute-Savoie, en passant par le département de l'Ain. L'autoroute A40 (direction Mâcon – Bellegarde-sur-Valserine) traverse la commune de Poncin et passe en bordure immédiate du site d'étude au Sud. La commune n'est traversée par aucune voie ferrée. La gare la plus proche se situe dans la commune de Pont-d'Ain à environ 8,5 km au Sud-Ouest du site.

3.6.6 - Fréquentation du site

Le projet s'implante sur une zone boisée longeant l'autoroute A40. Il est scindé en trois zones : la zone de l'ancienne décharge, la zone de prairie et la zone de taillis.

Les abords du site, et notamment le chemin d'accès à l'ancienne décharge, est utilisé par les agents de la commune environ 1 fois par semaine, pour entreposer des déchets végétaux.

3.7 - DESCRIPTION DE L'EVOLUTION PROBABLE DU SITE EN L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

3.7.1 - Scénarii d'évolution de l'environnement possible

Deux scénarii sont envisageables :

- Scénario 1 – Site laissé en l'état : En l'absence du projet, la zone d'emprise du projet conserve sa fonction actuelle (zone d'ancienne décharge, zone boisée et zone de prairie).
- Scénario 2 – Autre projet : Il est possible de concevoir que le site d'étude accueille à terme un aménagement ou une construction, sous réserve d'être compatible avec le document d'urbanisme.

En raison de la très grande similitude entre le projet étudié et le scénario 2 correspondant à un projet d'aménagement, seule l'évolution de l'environnement dans le cas du scénario 1 sera détaillée ici.

3.7.2 - Evolution du milieu physique

Dans le contexte de ce scénario, aucune modification sur le milieu physique n'est susceptible d'être envisagée. En l'absence de modification du milieu, la topographie des parcelles, la pédologie, la stabilité des terrains ne seront pas affectés.

3.7.3 - Evolution du milieu naturel

La zone d'étude s'implante sur une zone boisée, une zone de décharge et une zone de prairie. Sans projet d'aménagement, la zone de stockage de déchets végétaux de la commune continuera d'être exploitée et la zone de prairie sera toujours entretenue partiellement par pâturage (ou aucun type de gestion sur le long terme créant une fermeture du milieu).

3.7.4 - Evolution du milieu paysager

Pas d'évolution particulière. La gestion partielle d'une parcelle en prairies sera effectuée par pâturage.

3.7.5 - Evolution du milieu humain

Pas d'évolution particulière.

4 - SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ET MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJETS A ÉTÉ RETENU

4.1.1 - Étude des solutions de substitution raisonnables

À l'échelle de la Communauté de Communes Rives de l'Ain – Pays du Cerdon, la société Forces Motrices du Gelon a prospecté sur l'ensemble du secteur, afin de trouver le ou les sites les plus à même d'accueillir une centrale photovoltaïque. Leur premier critère de prospection est de rechercher les sites considérés comme « à moindre enjeu foncier » : les sites pollués ou précédemment industriels (anciennes carrières, anciennes mines ou installations minières, anciennes installations de stockage de déchets), délaissés d'aérodromes ou anciens aérodromes, délaissés routiers, ferroviaires ou portuaires, terrain à l'intérieur d'une ICPE, zone de danger d'un site SEVESO, zone d'aléa fort, plan d'eau...

De cette analyse, FMG a identifié 1 site BASOL (ancienne décharge d'Avrillat) et 95 sites BASIAS. Parmi les 95 sites BASIAS, 65 sont des garages, des stations-services ou des bâtiments non exploitables pour un projet de centrale solaire. Sur les 28 sites restants, on dénombre 19 carrières, 9 décharges et le site de l'ancienne décharge d'Avrillat (site étudié dans ce dossier). C'est dans ce cadre que le projet photovoltaïque au sol sur la commune de Poncin a été identifié le plus favorable par rapport aux autres. Néanmoins, afin de proposer un projet viable économiquement, et pour augmenter les retombées financières pour la commune, FMG a décidé d'étendre le site sur des parcelles à valeur agronomique faible et en taillis (en accord avec la commune).

4.1.2 - Motifs pour lesquels le projet a été retenu

L'intérêt public général du projet

Le projet agrivoltaïque de la société FORCES MOTRICES DU GELON à Poncin contribue pleinement aux objectifs du Grenelle de l'Environnement et plus généralement aux objectifs européens en termes de politique énergétique. Ce projet s'inscrit directement dans la politique nationale de développement des énergies renouvelables et plus particulièrement du solaire photovoltaïque. Il contribue à l'atteinte des objectifs fixés par la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE). Il permet le développement de technologies innovantes et créatrices d'emploi, et il entraîne des retombées financières pour les collectivités locales.

Un projet de développement durable

Les gains apportés par le projet sont significatifs et durables :

- Le projet permet la production sur le long terme (30 ans minimum) d'électricité d'origine renouvelable ;
- Le projet concerne une activité économique génératrice d'emplois et de retombées financières ;
- Le projet contribue au progrès technologique, favorise la coopération européenne et la compétitivité de l'industrie européenne ; il s'inscrit en effet au sein d'une politique nationale

de développement des énergies renouvelables et de promotion de projets faisant appel à des technologies innovantes françaises ou européennes et mettant en œuvre des programmes de Recherche et Développement (R&D) participant au progrès technologique de la filière photovoltaïque ;

- Le projet permet une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre associées à la production d'électricité à partir d'énergie fossiles.

Le choix de l'implantation

Forces Motrices du Gelon a mené une campagne de prospection de sites alternatifs sur le territoire du SCOT Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain, qui réunit 4 intercommunalités, en s'attachant à identifier des sites dits dégradés ou anthropisés. En effet, les sites dégradés et anthropisés constituent un enjeu majeur pour le développement des énergies renouvelables en général et l'énergie photovoltaïque en particulier.

Dans un premier temps, les contraintes environnementales et patrimoniales ont été recensées sur le territoire de la Communauté de Communes Rives de l'Ain-Pays de Cerdon (espaces naturels patrimoniaux, sites paysages...). Tous les sites concernés par au moins l'une de ces contraintes, ont immédiatement été exclus. Une fois ce premier filtre appliqué, la recherche des sites alternatifs potentiels a ensuite porté sur : la base de données BASIAS répertoriant les sites industriels, abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement ; les carrières et mines fermées (sites ICPE, Géorisques, BRGM) ; les ISDI, ISDND et décharges (sites ICPE, Géorisques) ; les anciens aérodromes ou délaissés d'aérodromes ; les terrains militaires ; les sites en zone de danger d'un établissement SEVESO ou en zone d'aléa fort ou majeur d'un PPR (sites ICPE, Géorisques) ; les sites anthropisés pour lesquels il n'existe aucune base de données ont aussi été étudiés, à savoir les anciens aérodromes ou délaissés d'aérodromes et les terrains militaires.

L'ensemble de ces sites potentiels a été croisé avec les contraintes rédhibitoires au développement d'un projet photovoltaïque au sol : taille du site trop faible (< 3 ha) ; manque de rentabilité du projet à cause des enjeux forts de certains sites (raccordement lointain...) – surcoût > 300 000 € ; topographie défavorable (> 10%) ; non-intérêt du propriétaire à développer un projet photovoltaïque sur sa parcelle ; terrain appartenant à l'Etat ou autre personne publique et pour lequel un appel d'offre est nécessaire ; site déjà équipé en photovoltaïque ou ayant un projet photovoltaïque en cours de développement.

En conclusion, en raison de l'absence de nouveaux sites dégradés adaptés et disponibles au sein du territoire, l'opportunité de développer un projet agrivoltaïque sur la commune de Poncin a été retenue (le présent projet).

Variantes d'aménagement

Le projet a connu plusieurs évolutions, afin de tenir compte des enjeux environnementaux et des contraintes techniques relevés en phase d'étude. La variante retenue est un compromis entre le seuil de rentabilité de l'installation, le respect des contraintes techniques et la préservation des enjeux paysagers, hydrologiques et écologiques.

5 - INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PRISES POUR EVITER, REDUIRE VOIRE COMPENSER CES INCIDENCES

5.1 - INCIDENCES BRUTES, MESURES ET INCIDENCES RESIDUELLES SUR LES SOLS ET SOUS-SOLS

Le tableau présente les incidences brutes du projet, les mesures proposées pour les atténuer, et les incidences résiduelles après application des mesures.

THEMES	NATURE DE L'INCIDENCE	INCIDENCES BRUTES		MESURES	INCIDENCES RESIDUELLES	
		+	-		+	-
Topographie	Le projet n'aura aucun impact majeur sur la topographie du site d'implantation projeté.		Très faible	ME - Emprise du chantier limité au strict nécessaire MR - Emploi d'une aire étanche lors de l'entretien léger et ravitaillement des engins sur site (opérations mobiles)		Très faible
Sols	Le projet de centrale photovoltaïque va induire une faible imperméabilisation et tassements des sols. Le risque de pollution est faible au vu de la nature des travaux.		Faible	MR - Utilisation de pompes à arrêt automatique pour le carburant MR - Emploi de véhicules bien entretenus MR - Kits anti-pollution disponibles sur site		Très faible
Stabilité des terrains	Les terrains sont stables et le projet n'est pas de nature à remettre en cause cette stabilité.		Très faible	MR - Plan de prévention MR - Espacement de 2 cm entre chaque module photovoltaïque MR - Adaptation de la gestion des eaux		Négligeable

+ : Incidence positive - : Incidence négative

5.2 - INCIDENCES BRUTES, MESURES ET INCIDENCES RESIDUELLES SUR LES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

Le tableau présente les incidences brutes du projet, les mesures proposées pour les atténuer, et les incidences résiduelles après application des mesures.

THEMES	NATURE DE L'INCIDENCE	INCIDENCES BRUTES		MESURES	INCIDENCES RESIDUELLES	
		+	-		+	-
Fonctionnement hydraulique	Le fonctionnement hydrologique ne sera pas affecté au niveau du site du projet.		Très faible	ME - Emprise du chantier limité au strict nécessaire MR - Emploi d'une aire étanche lors de l'entretien léger et ravitaillement des engins sur site (opérations mobiles) MR - Utilisation de pompes à arrêt automatique pour le carburant MR - Emploi de véhicules bien entretenus MR - Kits anti-pollution disponibles sur site MR - Gestion des hydrocarbures de manière restrictive lors des travaux MR - Respect des préconisations de l'étude hydrologique		Très faible
Qualité des eaux superficielles	Risque potentiel de pollution limité.		Faible Très faible			Très faible
Aspect quantitatif	L'exploitation du parc solaire n'est pas à l'origine d'une consommation d'eau régulière. Aucune incidence quantitative sur les eaux superficielles.		Nulle			Nulle
Risques inondation	Le projet se situe hors zone inondable du PPRI de l'Ain et du Veyron.		Nulle			Nulle
Régime des eaux souterraines	La nature même du projet n'implique aucune action pouvant interférer avec la masse d'eau souterraine identifiée au droit du projet.		Nulle			Nulle
Qualité des eaux souterraines	Risque de pollution accidentelle très réduit.		Faible Très faible			Très faible
Captage AEP	Le projet se situe en dehors de tout périmètre de protection de captage AEP. Le projet n'aura pas d'incidences significatives sur les usages des eaux souterraines et les captages AEP présents localement.		Nulle			Nulle

+ : Incidence positive - : Incidence négative

5.3 - INCIDENCES BRUTES, MESURES ET INCIDENCES RESIDUELLES SUR LE MILIEU NATUREL

Le tableau présente les incidences brutes du projet, les mesures proposées pour les atténuer, et les incidences résiduelles après application des mesures.

THEMES	NATURE DE L'INCIDENCE	INCIDENCES BRUTES		MESURES	INCIDENCES RESIDUELLES	
		+	-		+	-
Habitats et flore	L'habitat de pelouse annuelle calcicole sur dalles à Céraiste nain ne sera pas impacté par la centrale solaire, puisqu'il est situé en dehors de la Zone d'Emprise du Projet. L'incidence négative brute est évaluée comme négligeable. L'incidence négative brute est jugée modérée pour ces trois autres types d'habitat : pelouses mésoxérophiles calcicoles à Brome et Anthericum, et son faciès embroussaillé, et prairie fauchée.		Modérée	<ul style="list-style-type: none"> ME – Prohibition de produits phytosanitaires MR – Emprise du chantier limitée et mise en défens MR – Ajustement des périodes de travaux MR – Défavorabilisation de gîtes potentiels (Chiroptères) MR – Déplacement de souches et de fûts de gros arbres MR – Sécurisation vis-à-vis de la petite faune MR – Ajustement de la technique de débroussaillage MR – Délimitation des zones de roulage des engins MR – Encadrement du nivellement MR – Conservation des pierriers favorables aux Reptiles MR – Plantation et renforcement des haies MR – Modalités d'entretien de la végétation au sein de la centrale MR – Plan de prévention des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) MR – Prise en compte des enjeux écologiques lors du démantèlement MR – Aménagement de la clôture 		Négligeable
Faune	Le projet de centrale photovoltaïque va induire une incidence : <ul style="list-style-type: none"> - Faible pour les insectes, - Faible à Modérée pour les oiseaux et les chiroptères, - Modérée à Fort pour les reptiles, - Négligeable pour les amphibiens et les mammifères 		Modéré à Fort			Faible à Modéré
Zones humides	Aucune zone humide n'est concernée par le projet.		Nulle			Nulle
Natura 2000	L'état initial a établi un lien de fonctionnalité restreint entre la zone d'étude et le site Natura 2000 ZSC « Revermont et gorges de l'Ain » n° FR8201640. Concernant les Chiroptères, les colonies au sein des sites Natura 2000 sont relativement éloignées du projet et aucune incidence sur les espèces au sein des sites Natura n'est attendue. Aucune incidence n'est attendue pour les populations d'Oiseaux, Amphibiens, Reptiles et Insectes concernées.		Négligeable			Négligeable

+ : Incidence positive - : Incidence négative

Au vu des incidences résiduelles, des mesures d'accompagnement, de suivi et de compensation pourront être mises en place : îlot de vieillissement, maintien de milieux en cours de fermeture (stade de fourrés), maintien d'un milieu ouvert en contexte semi-ouvert...

5.4 - INCIDENCES BRUTES, MESURES ET INCIDENCES RESIDUELLES SUR LE PAYSAGE

Le tableau présente les incidences brutes du projet, les mesures proposées pour les atténuer, et les incidences résiduelles après application des mesures.

THEMES	NATURE DE L'INCIDENCE	INCIDENCES BRUTES		MESURES	INCIDENCES RESIDUELLES	
		+	-		+	-
Paysages patrimoniaux & Monuments historiques	Le site s'inscrit dans un paysage atypique de l'Ain, à la jonction entre des massifs montagneux et les gorges de la rivière. Il n'impacte cependant pas le premier ensemble paysager, là où il s'inscrit clairement au cœur de l'espace collinaire enserrant l'Ain. Son impact sur celui-ci est cependant faible, le site n'étant pas visible depuis les gorges et les points de vue touristiques. En s'implantant sur un des coteaux des collines constituant cet espace, il a cependant des effets sur l'unité paysagère. Ceux-ci restent cependant très modérés et l'intensité du projet sur les enjeux des paysages patrimoniaux peut donc être jugée comme faible.		Nulle	ME - Evitement/Réduction amont – Ajustement du périmètre du projet MR - Plantation de haie à vocation écologique et paysagère MR - Optimisation de l'intégration paysagère des équipements techniques		Nulle
Ambiance paysagère	Le projet ne dénaturera pas de manière substantielle l'ambiance paysagère dans laquelle il s'inscrit, le site étant implanté le long de l'autoroute et s'inscrivant en continuité de cette occupation et ne remettant pas significativement en cause les occupations végétales déjà présentes. L'enjeu est donc faible.		Faible			Très Faible
Co-visibilité	Le projet ne sera pas visible depuis les monuments historiques et autres sites remarquables qui existent dans l'ensemble de l'aire d'étude. Aucun enjeu n'est donc à signaler.		Nulle			Nulle
Inter-visibilité	Le projet n'est visible que depuis des points de vue ponctuels situés à une certaine distance de celui-ci et rarement dans son intégralité. Les visibilités offertes sont d'autant plus insignifiantes qu'elles le sont depuis des lieux non-habités ou ne présentant pas d'enjeux paysager ou d'habitation particuliers. Elles peuvent également se révéler le long de certains axes routiers, mais seulement pendant un temps court en vision dynamique et également là où les enjeux sont les plus faibles. L'enjeu le plus fort se situe dans l'aire proche du projet, où il est nettement visible depuis le hameau d'Avrillat ou depuis l'autoroute furtivement. L'enjeu général d'intervisibilité peut donc être qualifier de faible.		Faible			Très Faible
Réverbération / Réfléchissements	Dans le cas du présent projet, l'enjeu majeur est l'autoroute. D'après l'étude réalisée par Cythelia Energy, en raison de l'inclinaison des modules à 30°, les panneaux de la centrale ne seront pas susceptibles d'engendrer des éblouissements pour les usagers de l'autoroute.		Faible			Très faible

+ : Incidence positive - : Incidence négative

5.5 - INCIDENCES SUR LE MILIEU HUMAIN

5.5.1 - Précisions sur les incidences sur la commodité du voisinage

Environnement sonore

Les nuisances sonores en phase de construction de la centrale sont de faible ampleur et temporaire. Les travaux seront réalisés sur une période de 5 à 6 mois, en période diurne et hors week-end. Le projet photovoltaïque, en raison notamment de sa localisation hors zone urbanisée, n'induit aucune incidence sur les habitations et les populations sensibles. Les habitations les plus proches se trouvent dans le hameau *Avrillat* de l'autre côté de l'autoroute A40, à environ 460 mètres au Sud du périmètre d'implantation du projet. Ainsi, dans un rayon de plus de 400 mètres autour du site, aucune habitation n'est présente.

Environnement et vibrations

La centrale photovoltaïque n'est pas une source notable de vibrations. Toutefois, lors de la phase d'implantation des ancrages de la centrale, les travaux pourront être à l'origine d'émissions de vibrations de faible ampleur. Globalement, les travaux ne seront pas de nature à générer des vibrations significatives.

Environnement et poussières

Lors de la phase de chantier, les processus de construction ne seront pas à l'origine d'une mise en suspension notable dans l'air de particules de poussières sédimentables. Au vu de la durée limitée des travaux (5-6 mois) et de la réalisation de la centrale par phases successives et non sur l'ensemble de la surface d'implantation, l'activité générale sur le site et la pression sur l'environnement sera négligeable. La centrale photovoltaïque ne génère pas de poussières. Toutefois, des poussières naturelles peuvent être émises sur les zones non couvertes par de la végétation (pistes) et au niveau du sentier d'accès à la décharge.

Odeurs, lumières, chaleur et radiation

L'implantation de la centrale photovoltaïque n'est pas à l'origine d'émission d'odeurs en phase de travaux ou en phase d'exploitation, hormis l'odeur des pots d'échappement des engins présents sur le site en phase chantier. Les travaux s'effectuent en période diurne et aucun système d'éclairage ne sera installé sur site. En phase d'exploitation, aucun système d'éclairage permanent n'est installé au sein de la centrale photovoltaïque. La centrale photovoltaïque ne sera pas à l'origine d'émissions de radiations en phase de travaux ni en phase d'exploitation. À noter que les panneaux photovoltaïques peuvent être à l'origine d'émissions de chaleur très localisées et limitées à quelques dizaines de centimètres, dans des conditions thermiques particulières.

5.5.2 - Précisions sur les incidences sur les émissions de gaz à effet de serre

Une estimation des émissions de gaz à effet de serre a été réalisée. Le calcul du bilan carbone du projet s'appuie sur les données produites par l'outil INCER-ACV (Incertitudes dans les méthodes d'évaluation des impacts environnementaux des filières de production énergétique par ACV) - l'ADEME - 2021.

Le projet de centrale photovoltaïque est une des actions de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Ce projet permettra d'éviter le rejet annuel d'environ 140 t Eq-CO₂ dans l'atmosphère, soit en moyenne 4 150 t Eq-CO₂ sur toute la durée de vie de l'installation (30 ans). Le temps de retour énergétique de ce projet est estimé à 1,17 an.

5.5.3 - Synthèse des incidences brutes, des mesures et des incidences résiduelles

Le tableau présente les incidences brutes du projet, les mesures proposées pour les atténuer, et les incidences résiduelles après application des mesures.

THEMES	NATURE DE L'INCIDENCE	INCIDENCES BRUTES		MESURES	INCIDENCES RESIDUELLES	
		+	-		+	-
Qualité de l'air	Aucun effet sur la qualité de l'air atmosphérique.		Négligeable	MR - Application des bonnes pratiques de chantier MR - Limitation des mouvements de terres et arrosage des zones de chantier		Très faible
Bruit	Habitations les plus proches à environ 460 mètres de l'autre côté de l'autoroute A40. Nuisances sonores en phase chantier de construction de la centrale de faible ampleur. Ensemble des travaux en période diurne et hors week-end.		Faible			Faible
			Nulle			Nulle
Vibrations	Vibrations de très faible ampleur liées à l'implantation des pieux, qui ne se propagent pas à plus de quelques mètres.		Nulle			Nulle
Poussières et rejets	Émissions potentielles de poussières diffuses, notamment par temps sec. Habitations non influencées.		Très faible			Très faible
			Nulle			Nulle
Odeurs et lumières	Odeur : aucun effet. Lumière : aucun effet.		Nulle			Nulle
Chaleur et radiation	La création de la centrale photovoltaïque ne sera pas à l'origine d'émissions de radiations ou de chaleur en phase travaux, ni en phase d'exploitation.		Nulle			Nulle

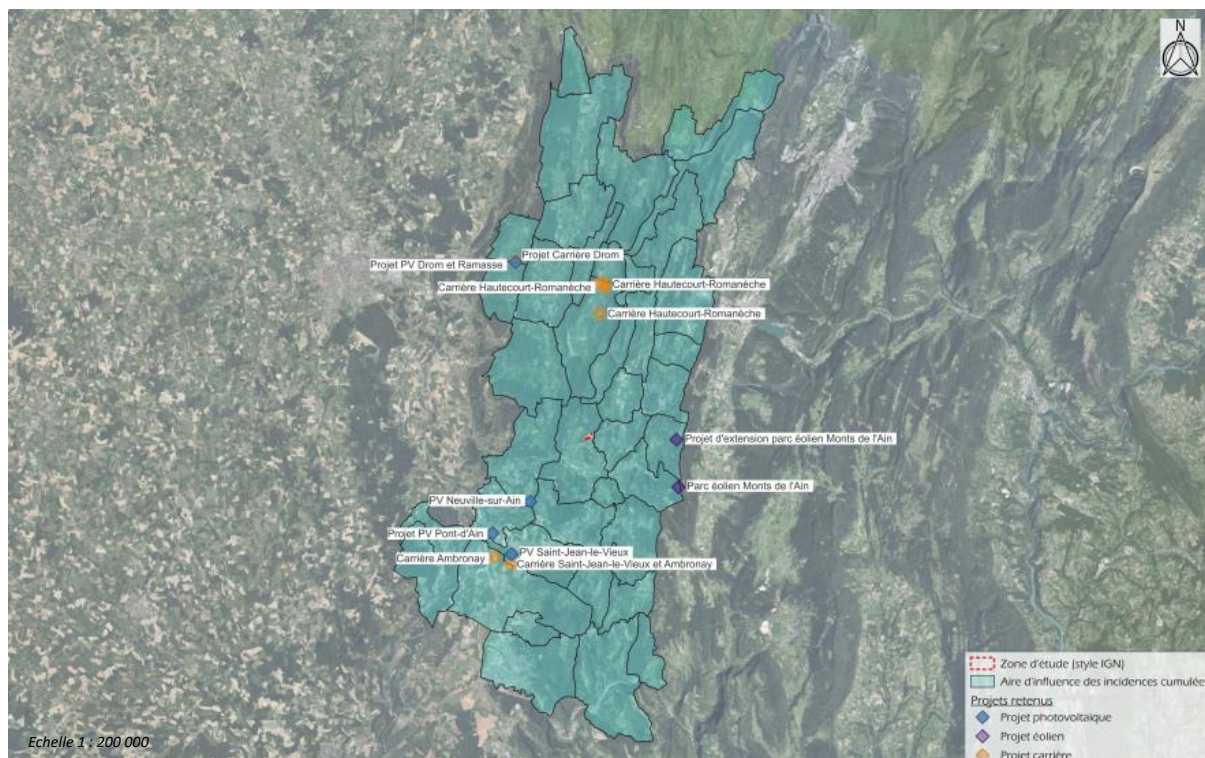
Population riveraine et sensible	Le projet photovoltaïque, en raison notamment de sa localisation hors zone urbanisée, n'induit aucune incidence sur les habitations et les populations sensibles (habitations à plus de 400 mètres).		Négligeable	<p>MR - Application des bonnes pratiques du chantier</p> <p>MR - Limitation des mouvements de terres et arrosage des zones de chantier</p> <p>MR - Optimisation de l'intégration paysagère des équipements techniques</p> <p>ME - Prise en compte des réseaux (DICT)</p>		Négligeable
Économie	Création d'emplois directs et indirects. Contribution Economique Territoriale.	Faible			Faible	
		Modérée			Modérée	
Espaces agricoles et forestiers	Le projet présente des incidences jugées négligeables sur les espaces agricoles et forestiers présents au sein de la centrale. En effet, les terres agricoles représentent une faible proportion et leur potentiel agronomique est jugé dégradé.		Négligeable à faible			Négligeable
Patrimoine culturel et touristique	Absence de monuments historiques dans un rayon de 500 mètres. Pas d'incidence sur un site touristique ou culturel. Pas d'incidence sur les chemins de randonnée.		Négligeable			Négligeable
Patrimoine archéologique	Le projet n'est pas situé dans une zone de présomption de prescription archéologique. Un site archéologique a été mentionné en bordure du site. Néanmoins, les enjeux archéologiques restent limités, du fait de l'installation photovoltaïque en elle-même et du type d'ancrage utilisé.		Très faible			Très faible
Réseaux de distribution	Le projet présente une incidence nulle sur les réseaux de distribution, puisque la zone du projet n'est pas viabilisée.		Nulle			Nulle
Trafic routier	Circulation supplémentaire en phase chantier (5-6 mois). Axes routiers bien dimensionnés.		Faible			Faible
			Nulle			Nulle
Qualité de vie	Le projet présente une incidence nulle sur les réseaux de distribution, puisque la zone du projet n'est pas viabilisée.		Négligeable			Négligeable

Déchets	Chantiers de construction et démantèlement seront astreints au tri sélectif, avec mise en place d'un système multi bennes.		Très faible			Très faible
Risque industriel	Le retour d'expérience sur les panneaux photovoltaïques permet de tirer les conclusions suivantes : - le risque lié à la présence des panneaux photovoltaïques est quasiment exclusivement l'incendie ; - les panneaux photovoltaïques contribuent très faiblement au développement du feu ; - l'impact toxique peut être considéré comme négligeable.		Faible	MR - Evacuation des déchets et remise en état du site à la fin des travaux MR - Délimitation du chantier conformément au PGC MR - Information du personnel présent sur site (SPS)		Très faible
Radiations électromagnétiques	Puissances de champ maximales des transformateurs inférieures aux valeurs limites à une distance de quelques mètres.		Très faible	MR - Mise en place d'un système de contrôle à distance des installations MR - Mise en place des équipements nécessaires à la lutte contre l'incendie		Très faible
Santé et environnement	Cellules photovoltaïques à base de silicium : pas toxique et est disponible en abondance. Impacts négatifs du projet : la phase de fabrication des modules (purification du matériel).		Très faible	MR - Mise en place de systèmes d'extinction des feux d'origine électrique et installation de citerne		Très faible
Incendie	Dans le cadre de la prise en compte du risque incendie, des mesures et des dispositions conformes aux prescriptions émises par le SDIS ont été prises. Ces mesures permettent un accès rapide au parc photovoltaïque, une intervention sécurisée pour les pompiers, une protection des panneaux photovoltaïques contre un feu subi. Enfin, l'entretien prévu garantit le maintien d'un faible niveau de risque.		Faible	MR - Maintenir l'accès au site pour le SDIS et pistes adaptées au sein de la centrale MR - Mise en place d'un système de protection contre la foudre		Très faible

+ : Incidence positive - : Incidence négative

5.6 - INCIDENCES CUMULEES

Les incidences du projet ont été analysées au regard d'autres projets de même nature, pouvant engendrer le cumul d'incidence. Cette zone d'influence a été délimitée : au Nord par le changement entre le milieu forestier et le milieu agricole ; à l'Est par la limite de la Vallée de l'Ain ; au Sud par la limite de la Communauté de Communes Rives de l'Ain – Pays du Cerdon et la vallée ; à l'Ouest par la limite de la Vallée de l'Ain. 12 projets ont été retenus pour l'évaluation des incidences cumulées, sélectionnés par la définition d'une aire d'analyse.



Projets retenus dans l'analyse des incidences cumulées (Mica Environnement)

Les incidences cumulées se concentrent sur les thématiques suivantes :

Sols et eaux superficielles/souterraines :

La masse d'eau souterraine affleurante « Calcaires et marnes jurassiques Haut Jura et Bugey – BV Ain et Rhône » est identifiée comme « ressource stratégique pour l'AEP actuel ou futur » (pas zone stratégique à préserver). L'ensemble des projets est susceptible de présenter une incidence potentielle que ce soit en phase travaux ou en phase exploitation. Cependant, les mesures prises dans le cas de chacun de ces projets limitent fortement les possibilités de pollution.

Les incidences cumulées liées aux eaux superficielles et souterraines sont jugées très limitées au vu notamment des mesures mises en place.

Milieu naturel : Les incidences cumulées sont dépendantes de la distance séparant les projets à une échelle locale, et des enjeux observés sur ces sites, et de leur éventuelle aire d'influence.

Les incidences cumulées liées au milieu naturel sont jugées très limitées au vu notamment des mesures mises en place.

Sites et paysage : Les incidences cumulées sont dépendantes de la distance séparant les projets à une échelle locale, mais aussi de l'analyse paysagère à grande échelle corrélée à la topographie et

à l'aire d'influence de l'ensemble des projets. Dans ce cas, aucun autre projet n'est susceptible d'impacter le hameau d'Avrillat ou le tronçon de l'autoroute A40 en bordure du site.

Les incidences cumulées liées à l'inter-visibilité sont jugées négligeables.

Milieu humain : Les projets étudiés sont trop éloignés les uns des autres pour que les incidences liées aux nuisances telles que le bruit, les poussières ou l'augmentation du trafic routier se cumulent d'un projet sur l'autre. En ce qui concerne l'économie locale, les projets cités sont dans l'ensemble positifs (création et maintien d'emploi, taxes communales...).

Les incidences cumulées liées au milieu humain sont jugées positives pour l'économie locale.

6 - CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI DES INCIDENCES

Les critères de suivi des incidences concernent essentiellement le milieu naturel.

Les indicateurs et les modalités de suivi et de coordination environnementale sont les suivantes :

- **Avant la réalisation des travaux :** contrôle de l'emprise du chantier limité au strict nécessaire, accompagnement technique des équipes de chantier (sensibilisation) ;
- **Pendant les travaux préparatoires :** Contrôle de la technique de débroussaillage et de l'absence de pièges pour la faune, vérification du plan de circulation des engins et de la tenue globale du chantier ;
- **Au cours de la phase de travaux :** Suivi et Coordination environnementale : Contrôle du respect des préconisations pour le bon déroulement du chantier ;
- **Fin des travaux :** Contrôle de la fin du chantier, validation de la mise en place des haies, validation des ouvertures dans la clôture ;

7 - MÉTHODOLOGIES UTILISÉE POUR L'ÉTABLISSEMENT DE CE RAPPORT

7.1 - MÉTHODES UTILISÉES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT INITIAL DES DIFFÉRENTS THÈMES

- **Consultation des services de l'État ;**
- **Recueil de données bibliographiques générales et locales** (études antérieurs, guides méthodologiques) : climatologie, topographie, pédologie, géologie, hydrogéologie, hydrologie, écologie, paysage, milieu atmosphérique, milieu humain ;
- **Recueil de données au cours des investigations de terrain** : pédologie, géologie, hydrogéologie, hydrologie, écologie, paysage, milieu atmosphérique, milieu humain.

Principales données bibliographiques : ADEME, Météo France, MNT, IGN 25, Carte pédologique de la France au 1/1 000 000, INRA, Base de données GISSOL, cartes géologiques au 1/50 000 (BRGM), base de données INFOTERRE (BRGM), l'ouvrage « Aquifères et Eaux souterraines en France » du BRGM, archives du BRGM, mairies, INSEE, AGRESTE...

Principales données et études sur le site : sondages, études spécifiques sur l'hydrologie, étude paysagère, et étude générale réalisées par MICA Environnement.

7.2 - MÉTHODE D'ÉVALUATION DES IMPACTS

L'approche méthodologique utilisée afin d'évaluer les impacts environnementaux temporaires et permanents, directs et indirects, identifiés pour le projet repose sur l'appréciation de l'intensité, de l'étendue et de la durée de l'impact appréhendé.

Cette appréciation s'appuie sur les enjeux environnementaux identifiés lors de l'étude de l'état initial et évalue les effets du projet sur la base :

- D'opinions des experts de MICA Environnement principalement concernant le milieu physique, le paysage, le milieu humain, le milieu naturel ;
- De modèles qualitatifs principalement concernant le paysage (appareil photo reflex, Objectif 18-105, reportage photographique à la focale 50). L'emploi de modélisation est également possible principalement concernant l'hydrologie, la stabilité, les émissions sonores et le paysage ;
- Des retours d'expériences existants pour des installations de même nature et accessibles dans la bibliographie ;
- L'utilisation des systèmes d'information géographiques (QGis).

L'interaction entre l'intensité, l'étendue et la durée permet de définir le niveau d'importance de l'impact affectant une composante environnementale.

7.3 - AUTEURS DES ÉTUDES GÉNÉRALES ET TECHNIQUES

Les études ont été réalisées par le bureau d'études MICA Environnement :

- Clarisse MICHON : Ingénieur environnement – c.caille@mica-environnement.com
- Laurence CRESSOL : Ingénieur agronome – l.cressol@miac-environnement.com
- Tiffany HAENN : Ecologue / Naturaliste – t.haenn@mica-environnement.com
- Nicolas STEINMETZ : Ecologue / Naturaliste – c.caille@mica-environnement.com
- Anaïs COLIN : Ecologue / Naturaliste – a.colin@mica-environnement.com
- Laurent SZULAK : Technicien géologue – l.szulak@mica-environnement.com
- Anne VALLEY : Ingénieur environnement – c.caille@mica-environnement.com
- Laure BOURRIERES : Cartographe – l.bourrieres@mica-environnement.com



MICA ENVIRONNEMENT

582 Allée de la Sauvegarde
69 009 LYON

Diagnostic de la qualité des sols au niveau de la décharge - 2024



DEKRA INDUSTRIAL SAS

19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange
87 008 Limoges

Évaluation du risque d'éblouissement – 15/11/2023



CYTHELIA ENERGY

14 Allée du lac de Tignes – 73 290 La Motte Servolex
www.cythelia.fr

Étude paysagère



AGENCE 2BR

582 Allée de la Sauvegarde
69009 LYON
Tel : 04 78 83 61 87
@ : agence.lyon@2br.fr

Agence 2BR

582, allée de la Sauvegarde – 69 009 LYON
www.2br.fr

8 - RÉSUMÉ NON TECHNIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

CONTEXTE GENERAL DU PROJET ET OBJECTIFS ET CONTENU DE LA MODIFICATION DU PLU

La société Forces Motrices du Gelon souhaite développer une centrale photovoltaïque au sol située à « La Cochette », lieux-dits « Aux Combes », « Sur les Combes » et « Sur Autachet » dans la commune de Poncin (01). À ce jour, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Poncin, approuvé le 17 décembre 2018 (dernière modification) n'autorise pas l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur les parcelles concernées. Une mise en compatibilité du PLU est donc nécessaire et doit faire l'objet d'une étude environnementale. Le site d'implantation retenu correspond à une zone boisée (taillis), une zone de prairie (parcelles déclarées au RPG) et une zone dégradée (ancienne décharge).

ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES OU DOCUMENTS DE PLANIFICATION

La modification du PLU est compatible avec les plans et schémas suivants :

- Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) BUCOPA (Bugey – Côtière – Plaine de l'Ain) : le projet porté par la société FMG répond notamment aux enjeux affichés en matière de développement des énergies renouvelables ;
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée 2022-2027 ;
- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Basse Vallée de l'Ain ;
- Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes : le projet porté par la société FMG répond aux besoins attendus à l'échelle régionale ;
- Plan de Prévention des Risques inondation (PPRI) de l'Ain et du Veyron ;
- Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets issus de Chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics (PDPGD-BTP) de l'Ain ;
- Et autres documents et textes cadres de l'urbanisme local (cf. Notice de présentation -2BR).

ETAT INITIAL, INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT, MESURES PRISES POUR EVITER, REDUIRE VOIRE COMPENSER CES INCIDENCES, ET CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI DES INCIDENCES

Sol et sous-sol

Le relief du site est légèrement incliné, avec la présence de plusieurs talus au niveau de l'ancienne décharge. Les parcelles du projet présentent une valeur agronomique faible à dégradée selon les secteurs. La présence de déchets de différentes natures (gravats, terre, déchets verts, blocs de béton...) à même le sol sur l'espace de stockage communal (Zone 1), implique un potentiel risque de pollution locale. Concernant la Zone 2 (prairie), les sols possèdent un potentiel agronomique faible, en raison de leur faible profondeur et de leur aspect rocailleux et caillouteux.

La mise en place de mesures (aire étanche, utilisation de pompes à arrêt automatique, kit anti-pollution...) permet de limiter les risques de pollution des sols.

Les incidences négatives du projet sur le sols et sous-sols sont jugées nulles à très faibles.

Eaux superficielles et eaux souterraines

Les eaux de ruissellement s'écoulent vers le Sud-Est, et regagnent un talweg orienté Nord-Est/Sud-Ouest, dans lequel passe l'autoroute. Au niveau du site, les eaux issues des précipitations semblent s'infiltrer préférentiellement dans le substratum calcaire.

La masse d'eau souterraine concernée par la zone d'étude est la masse d'eau affleurante « Calcaires et marnes jurassiques Haut Hura et Bugey – BV Ain et Rhône ». Cette masse d'eau est considérée comme une « ressource stratégique pour l'AEP actuel ou futur » et comme une « zone stratégique à délimiter ». En revanche, le SDAGE ne l'identifie pas comme une zone stratégique à préserver.

La masse d'eau superficielle présente à proximité du site est « L'Ain du barrage de l'Allement à la confluence avec le Suran ». D'après le SDAGE, l'état écologique de cette masse d'eau est dégradé à cause de l'altération morphologique du cours d'eau.

Les risques de pollution des eaux superficielles et souterraines demeurent très faibles, en raison du matériel manipulé et de l'importance limitée du chantier en termes de nombres d'engins présents lors de la phase travaux. Des mesures de contrôle sont mises en place : une aire étanche, une utilisation de pompes à arrêt automatique, un kit anti-pollution...

Les incidences négatives jugées du projet sur les eaux sont nulles à très faibles.

Milieu naturel

Le site est compris dans la ZNIEFF de type 2 « Revermont et Gorges de l'Ain » et dans le Plan National d'Action des Chiroptères. Il se situe en bordure de l'Arrêté de Protection de Biotope des Oiseaux Rupestres et de la ZNIEFF de type 1 « Falaises de Merpuis ».

Trois habitats à enjeu de conservation régional modéré à fort sont inclus dans la zone d'implantation du projet. Il s'agit des habitats de **Pelouse mésoxérophile calcicole collinéenne à Brome érigé et Anthéricum rameux**, de **Pelouse mésoxérophile calcicole collinéenne embroussaillée** et de **Prairie fauchée mésoxérophile calcicole à Gaillet jaune et Trèfle rampant**. Une cinquantaine espèces d'oiseaux a été recensée sur le site. Les inventaires ont par ailleurs permis d'identifier 1 espèce de Coléoptère, 6 espèces protégées de Reptiles, 5 espèces de Mammifères dont 4 protégées et 17 espèces protégées de Chiroptères. La zone 3 présente le plus d'enjeux liés en particulier aux reptiles.

Les incidences négatives du projet sur le milieu naturel sont jugées après mesures de réduction faibles à modérées.

Sites et paysage

Le site d'étude n'est situé dans aucun site inscrit ou classé, ni dans le périmètre de protection d'un monument historique ou d'un site patrimonial remarquable. Les secteurs depuis lequel le site est perceptible se concentrent dans une zone de perception proche du site (rayon de moins de 1 km) : hameau *Avrillat*, autoroute A40... Le site n'est pas visible depuis le centre-bourg de la commune de Poncin, ni depuis le hameau Le Combet. L'exploitation sera peu visible de par le maintien d'une strate arborée sur le pourtour du site, et notamment au Sud. En revanche, depuis l'autoroute le projet sera partiellement visible.

Les incidences négatives du projet sur le paysage sont jugées, après mesures concernant les haies, faibles.

Milieu humain

Le projet est localisé dans une commune rurale, en bordure immédiate de l'autoroute A40. Les habitations les plus proches se trouvent dans le hameau *Avrillat* à environ 460 mètres au Sud du périmètre d'implantation du projet. Ainsi, dans un rayon de plus de 400 mètres autour du site, aucune habitation n'est présente.

Concernant, les nuisances sonores en phase de construction de la centrale, elles sont de faible ampleur et temporaire. De même, les processus de construction de la centrale ne seront pas à l'origine de poussières. Toutefois, des poussières naturelles peuvent être émises sur les zones non couvertes par de la végétation (pistes) et au niveau du sentier d'accès à la décharge. Des mesures de bonnes pratiques de chantier, une limitation des mouvements de terre et un arrosage des zones de chantier sont mises en place.

Concernant les émissions de gaz à effet de serre, le projet de centrale solaire est une des actions de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Ce projet permettra d'éviter le rejet annuel d'environ 140 t Eq-CO₂ dans l'atmosphère, soit en moyenne 4 150 t Eq-CO₂ sur toute la durée de vie de l'installation (30 ans).

Les incidences négatives du projet sur le milieu humain sont jugées faibles pendant le chantier et négligeables lors de la phase d'exploitation.

SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ET MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A ETE RETENU

Solutions de substitution raisonnables

La société FMG a prospecté l'ensemble de la Communauté de Communes Rives de l'Ain – Pays du Cerdon, afin de trouver le ou les sites les plus à même d'accueillir une centrale photovoltaïque. Leur premier critère de prospection est de rechercher les sites considérés comme « à moindre enjeu foncier » (ancien site pollué, décharge, délaissé routier, plan d'eau...). 28 sites ont été identifiés comme étant exploitables pour un projet de centrale solaire. C'est le site de l'ancienne décharge d'*Avrillat* qui a été retenu comme le plus favorable par rapport aux autres. Néanmoins, afin de proposer un projet viable économiquement, et pour augmenter les retombées financières pour la

commune, FMG a décidé d'étendre le site sur des parcelles à valeur agronomique faible et en taillis (en accord avec la commune).

Motifs pour lesquels le projet a été retenu

Le projet a notamment pour objectif de lutter contre le changement climatique, en développant les énergies renouvelables.

METHODOLOGIE UTILISEES POUR L'ETABLISSEMENT DE CE RAPPORT

Consultation des services de l'Etat ; Recueil de données bibliographiques générales et locales (études antérieures, guides méthodologiques) ; **Recueil de données au cours des investigations de terrain.**

Principales données bibliographiques : ADEME, Météo France, MNT, IGN 25, carte pédologique de la France au 1/1 000 000, INRA, Base de données GISSOL, cartes géologiques au 1/50 000 (BRGM), base de données INFOTERRE (BRGM), l'ouvrage « Aquifères et Eaux souterraines en France » du BRGM, archives du BRGM, mairies, INSEE, AGRESTE.

Principales données et études sur le site : sondages, études spécifiques sur l'hydrologie, étude paysagère, et étude générale réalisées par MICA Environnement.

Méthode d'évaluation des impacts : elle repose sur l'appréciation de l'intensité, de l'étendue et de la durée de l'impact appréhendé. Cette appréciation s'appuie sur les enjeux environnementaux identifiés lors de l'étude de l'état initial et évalue les effets du projet sur la base :

- D'opinions des experts (MICA Environnement) ;
- De modèles qualitatifs ;
- Des retours d'expériences ;
- L'utilisation de systèmes d'information géographiques (QGis).

L'interaction entre l'intensité, l'étendue et la durée permet de définir le niveau d'importance de l'impact affectant une composante environnementale.